

**PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET
VALANT MISE EN COMPATIBILITE DES PLANS
LOCAUX D'URBANISME DE LA TESSOUALLE
(49) ET DE MAULEON (79)**

**Implantation d'un centre de tri des
déchets recyclables sur les communes
de la Tessoualle et de Loublande,
commune associée de Mauléon, au
Lieu-dit « La Croisée »**

RENNES (siège social)
Parc d'activités d'Apigné
1 rue des Cormiers - BP 95101
35651 LE RHEU Cedex
Tél : 02 99 14 55 70
Fax : 02 99 14 55 67
rennes@ouestam.fr

NANTES
Le Sillon de Bretagne
8, avenue des Thébaudières
44800 SAINT-HERBLAIN
Tél. : 02 40 94 92 40
Fax : 02 40 63 03 93
nantes@ouestam.fr

**Notice n°1 : Notice valant Déclaration de projet
MARS 2021**

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	3
FIGURES.....	5
LISTE DES TABLEAUX	6
1. PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET	7
1.1 CONTEXTE	7
1.2 TEXTES DU CODE DE L'URBANISME REGISSANT LA PROCEDURE	7
1.3 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	11
2. PRESENTATION DU PROJET	12
2.1 GENESE DU PROJET.....	12
2.2 DEFINITION DES BESOINS DES 13 COLLECTIVITES	12
2.3 SITUATION GEOGRAPHIQUE DU PROJET.....	14
2.4 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU PROJET	16
3. JUSTIFICATION DU CHOIX DU SITE	23
3.1 ANALYSE COMPARATIVE DES 3 SITES D'IMPLANTATION	23
3.2 RAISONS DU CHOIX DU SITE.....	30
3.3 DEMARCHE LOCALE EVITER-REDUIRE-COMPENSER (ERC)	32
4. CARACTERE D'INTERET GENERAL DU PROJET	35
4.1 S'ENGAGER DANS UNE POLITIQUE NATIONALE ET TERRITORIALE.....	35
4.1.1 REGLEMENTATION EUROPEENNE	35
4.1.2 REGLEMENTATION FRANÇAISE	36
4.1.2.1 GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT.....	36
4.1.2.2 LA LOI SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE POUR LA CROISSANCE VERTE	36
4.1.2.3 PRECONISATIONS DE L'ADEME ET DE CITEO	37
4.1.3 PLANS REGIONAUX DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)	38
4.1.3.1 EN NOUVELLE AQUITAINE.....	38
4.1.3.2 EN PAYS DE LA LOIRE.....	40
4.1.4 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT).....	41
4.1.4.1 LE SCOT DE L'AGGLOMERATION DU CHOLETAIS	41
4.1.4.2 LE SCOT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BOCAGE BRESSUIRAIS.....	43
4.2 ECONOMISER LES RESSOURCES EN AMELIORANT LES PERFORMANCES DE RECYCLAGE ...	43
4.3 REDUIRE NOTRE EMPREINTE CARBONE	45
4.4 MAITRISER LES COUTS DU SERVICE PUBLIC ET DE GESTION DES DECHETS.....	52

4.5 REFLECHIR PAR ANTICIPATION A LA RECONVERSION DES ANCIENS CENTRES DE TRI DU TERRITOIRE.....	54
5. CONCLUSION SUR L'INTERET GENERAL DU PROJET	60

FIGURES

Figure 1 : Soumission des PLU à la procédure d'évaluation environnementale (Source : DREAL Bretagne)	9
Figure 2 : Carte des 13 collectivités adhérentes à la SPL Unitri	14
Figure 3 : Localisation du site retenu pour le projet	15
Figure 4 : Plan général du site et de ses accès	17
Figure 5 : Mise en évidence des halls d'exploitation.....	19
Figure 6 : Surfaces de plancher des différents locaux.....	20
Figure 7: Vue 3D des locaux sociaux et administratifs	21
Figure 8 : Accès aux bureaux	22
Figure 9 : Les 3 sites d'implantation étudiés	24
Figure 10 : Localisation de la ZAE du Cormier	25
Figure 11 : Localisation de la ZAE de la Croisée	26
Figure 12 : Localisation de la ZAE des Champs de la Lune	26
Figure 13 : Comparaison des trois scénarios.....	27
Figure 14 : Localisation du projet de centre de tri à l'échelle de son bassin de population.....	30
Figure 15 : Le site et les voies de desserte	31
Figure 16 : Les parcelles concernées par le projet	32
Figure 17 : Implantation des zones humides.....	33
Figure 18 : Zones humides : Eviter – Réduire - Compenser	34
Figure 19 : Ratios kg/hab./an des collectivités membres de la SPL (2019).....	35
Figure 20 : Extrait du SRADDET sur les orientations en matière de tri des collectes sélectives de déchets d'emballages ménagers et papiers.	39
Figure 21 : Organisation générale des flux de déchets ménagers	44
Figure 22 : Graphique de comparaison des bilans « matière ».....	44
Figure 23 : Gestion territoriale actuelle des déchets recyclables	46
Figure 24 : Gestion territoriale future des déchets recyclables	48
Figure 25 : Extrait cartographie du trafic journalier moyen annuel (TMJA) poids lourds sur les deux franchissements de Loire (source : direction centre-ouest développement durable-2016) .	50
Figure 26 : Extrait cartographie du trafic journalier poids lourds entre Cholet et Bressuire (source : direction centre-ouest développement durable).....	50
Figure 27 : Bilan des hypothèses d'optimisation des centres de tri existants	55
Figure 28 : Organigramme des emplois prévus sur le site	59

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Trajets à parcourir pour chaque collectivité	49
Tableau 2 : Détails des coûts de traitement pour les collectivités en emballages	53
Tableau 3 : Détails des coûts de traitement pour les collectivités en multi matériaux.....	53

1. PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET

1.1 CONTEXTE

La SPL UniTri projette de mettre en place un centre de tri des déchets recyclables à proximité de la Zone d'Activités de la Croisée sur les communes de la Tessoualle en Maine-et-Loire et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres.

Dans ce cadre, la faisabilité du projet nécessite, entre autres, de faire évoluer les PLU des deux communes : plus précisément, il s'agit de modifier le PADD, le zonage, d'adapter le règlement et de mettre en place une Orientation d'Aménagement et de Programmation sur les parcelles concernées, afin de permettre l'implantation du projet.

L'évolution des PLU se fera par le biais d'une procédure de « Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ». Cette procédure est codifiée par les articles L. 153-54 à L. 153-59 du code de l'urbanisme : il s'agit, à l'appui de la démonstration de l'intérêt général ou de l'utilité publique d'une opération, de faire évoluer les pièces réglementaires des PLU.

Les deux Communautés d'Agglomération portent cette procédure de « Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ».

La Communauté d'Agglomération du Choletais a délibéré le 22 juillet 2020 pour prescrire la procédure de mise en compatibilité et l'Agglomération du Bocage Bressuirais a délibéré le 15 septembre 2020.

Les deux délibérations sont portées à l'annexe n°1 du dossier « Annexes Notice_1_DP_UNITRI ».

L'état initial de l'environnement du site, est présenté dans la notice n°2 du dossier de Mise en compatibilité des PLU de la Tessoualle et de Loublande.

1.2 TEXTES DU CODE DE L'URBANISME RÉGISSANT LA PROCÉDURE

La présente Déclaration de projet s'effectue au titre des articles L.153-54 à L.153-59 du code de l'urbanisme. Elle a pour objet de permettre l'implantation d'un centre de tri des déchets recyclables sur les communes de la Tessoualle en Maine-et-Loire et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres.

Les dispositions des PLU en vigueur ne permettent pas, en l'état, sa réalisation et doivent donc évoluer pour être mises en compatibilité avec le projet. Lorsque les dispositions d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ne permettent pas la réalisation d'une opération d'intérêt général, elles doivent être revues afin d'être mises en compatibilité avec l'opération, conformément aux articles R. 153-15 à R. 153-16.

Il convient de noter que la compétence document d'urbanisme a été transférée à l'Agglomération du Choletais pour la Tessoualle et à l'Agglomération du Bocage Bressuirais pour Mauléon. Les deux collectivités sont donc les maîtres d'ouvrage de la procédure pour la partie du projet qui les concerne.

Dans un souci de cohérence et de lisibilité des informations, les dossiers de procédure sont identiques pour les deux collectivités.

L'article L. 153-54 précise qu' « une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

- ✓ 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
- ✓ 2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint ».

L'article L 300-6 du code de l'urbanisme prévoit les dispositions suivantes :

« L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction.

...

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

...

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive no 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ».

La Loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 7 décembre 2020 a modifié l'article L. 104-1 du code de l'urbanisme soumettant les plans locaux d'urbanisme à évaluation environnementale systématiquement.

L'article L. 104-3 du même code précise que les procédures d'évolution des PLU sont soumises à évaluation environnementale si elles sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ; un décret du Conseil d'État devant prochainement déterminer les critères en fonction desquels cette nouvelle évaluation environnementale ou cette actualisation doivent être réalisées de manière systématique ou après un examen au cas par cas.

Dans l'attente de ce futur décret, et considérant que les deux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ont été prescrites antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ASAP, elles seront soumises aux Missions Régionales d'Autorité environnementale pour un examen au cas par cas, afin de décider si une évaluation environnementale est requise.

La figure ci-après permet d'éclairer la question de l'évaluation environnementale :

- ✓ A priori, l'évolution envisagée n'est pas susceptible d'affecter un site Natura 2000 ;
- ✓ Le territoire des deux communes n'est pas concerné par un site Natura 2000, ni par l'application de la Loi Littoral ; les PLU ne tiennent lieu ni de SCOT, ni de PDU ; l'évolution ne vise pas la création d'UTN : la présente évolution entre donc dans les « autres cas » ;
- ✓ Il s'agit d'une procédure de MEC PLU (Mise En Compatibilité du PLU) par DP (Déclaration de Projet).

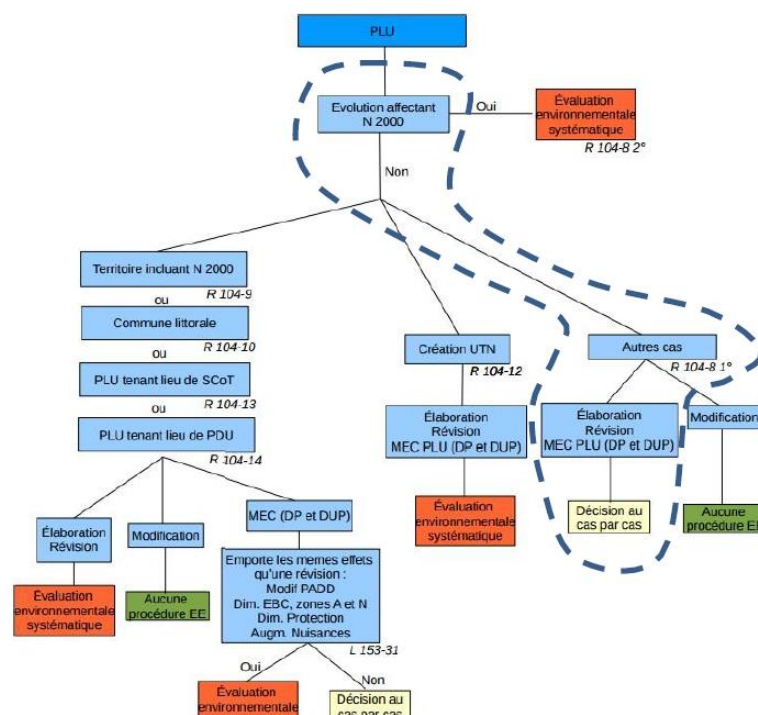


Figure 1 : Soumission des PLU à la procédure d'évaluation environnementale (Source : DREAL Bretagne)

Ainsi, les mises en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de la Tessoualle et de Loublande, commune associée de Mauléon sont concernées par une demande d'examen au cas par cas.

Il est précisé que la présente notice est le support de l'examen au cas par cas de l'Autorité environnementale et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.

1. Coordonnées des Maîtres d'ouvrage de la Déclaration de Projet

Agglomération du Choletais

Monsieur Le Président

Hôtel d'Agglomération

Rue Saint Bonaventure – BP 62111

49321 Cholet cedex

Email : amenagement-adc@choletagglomeration.fr

Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais

Monsieur Le Président

27 Boulevard du Colonel Aubry

BP 90184 - 79304 Bressuire Cedex

Email service instructeur : annelise.brouard@agglo2b.fr

2. Objet de l'enquête

Déclarer l'intérêt général du projet de centre de tri et mettre en compatibilité les PLU de la Tessoualle et de Mauléon.

Textes régissant l'enquête publique :

Code de l'urbanisme : Article L .153-55

Code de l'environnement : Chapitre III du titre II du livre Ier

3. Objet de la mise en compatibilité par déclaration de projet

Le dossier de mise en compatibilité par déclaration de projet comprend les trois documents suivants :

- **Une notice valant déclaration de projet (Notice n°1)** : présentation du projet de centre de tri et justification de l'intérêt général de ce projet.
- **Un dossier de demande de cas par cas concernant la mise en compatibilité des PLU (Notice n°2)** présentant entre autres :
 - Les éléments de diagnostic et de l'état initial de l'environnement ;
 - Les mesures prises pour éviter, réduire, compenser les incidences négatives des évolutions réglementaires envisagées des PLU.
- **Un dossier de présentation des évolutions réglementaires par commune (Notice n°3)**

1.3 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

La procédure est jalonnée de cinq grandes étapes :

- ☐ L'initiative de la procédure
- ☐ La saisine de la MRAe au titre du « cas par cas »
- ☐ L'examen conjoint et les consultations, l'enquête publique
- ☐ Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur
- ☐ La déclaration de projet

DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DES PLU

CHAMPS D'APPLICATION

L. 153-54 à L. 153-59 et R. 153-15 à R. 153-17 du code de l'urbanisme

SAISINE CAS PAR CAS

EXAMEN CONJOINT à l'initiative de la collectivité compétente

L. 153-54 du code de l'urbanisme

Le procès verbal devra être joint au dossier d'enquête publique

ENQUETE PUBLIQUE à l'initiative de la collectivité compétente

L. 153-55 2° du code de l'urbanisme et Chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement

ADOPTION DE LA DECLARATION DE PROJET

L. 153-58 du code de l'urbanisme

Emportant mise en compatibilité du PLU par délibération de la collectivité compétente

CARACTERE EXECUTOIRE

L. 153-59 du code de l'urbanisme

La décision de mise en compatibilité est exécutoire dès l'exécution des formalités de publicité et d'affichage

2. PRÉSENTATION DU PROJET

2.1 GÉNÈSE DU PROJET

Le projet UniTri est né de plusieurs constats :

- Le vieillissement du parc de centres de tri des collectivités ou de leurs prestataires (autour de 20 ans et très peu mécanisés),
- Des centres de tri actuels, en partis, pas ou peu adaptés à l'extension des consignes de tri ce qui génère une perte importante de matériaux recyclables dans les refus,
- L'incapacité des collectivités à porter seules un investissement conséquent pour permettre le tri des nouveaux emballages en plastique notamment
- Un recours aux centres de tri avoisinants, tels qu'Arc-En-Ciel (Couëron, 44), VendéeTri (La Ferrière, 85), Trivalo35 (Le Rheu, 35) ou encore Trivalo49 (Seiches-sur-le-Loir, 49) difficile car ne disposant pas des capacités nécessaires pour accueillir l'intégralité des déchets recyclables des collectivités,
- Une obligation pour nos collectivités de passer en extension de consignes de tri sur tous les emballages en plastique avant le 1er janvier 2022.

En 2012, la CA du Bocage Bressuirais peine à mobiliser ses partenaires Deux-Sévriens autour de la création d'un nouveau centre de tri pour les déchets recyclables. Le 16 Février 2016, à l'occasion d'une rencontre avec le président de la CA du Bocage Bressuirais, l'Ademe propose d'élargir la réflexion en cours au département du Maine-et-Loire qui se trouve alors confronté à la même problématique. Ainsi, deux réunions sont organisées avec l'Agglomération du Choletais et le syndicat SIRDOMDI, porteurs de la compétence tri à cette époque. À l'issue de ces rencontres, une première étude territoriale de faisabilité de création d'un centre de tri des déchets recyclables démarre alors avec le soutien financier de l'Ademe. En 2018, le territoire s'élargit au sud Deux-Sèvres, au Loudunais, à 2 collectivités de Loire Atlantique et à TRIVALIS, syndicat de traitement vendéen.

En 2019, les élus en charge de la gestion des déchets dans chaque territoire se mettent d'accord sur la nécessité de porter ce projet dans le cadre de la création de la SPL UniTri en assurant sa maîtrise d'ouvrage et en confiant l'exploitation technique à un prestataire privé.

Ce projet a été présenté à la population locale lors d'une réunion publique qui s'est tenue le vendredi 6 mars 2020 à la Tessoualle et qui a réuni près de 130 habitants des communes limitrophes.

2.2 DÉFINITION DES BESOINS DES 13 COLLECTIVITÉS

Le besoin des 13 collectivités des Deux Sèvres, de la Vienne, du Maine et Loire, de la Vendée et de la Loire Atlantique (Cf Figure n°2 ci-après) consiste à créer un nouvel outil de tri des déchets recyclables, destiné à desservir un bassin de population de 1 000 000 habitants à l'horizon 2025.

Ce nouvel équipement de tri doit remplacer 5 centres existants mais vétustes dont 3 sont déjà fermés. Il permettra le tri de 24 000 tonnes par an d'emballages et de 24 000 tonnes par an de multi-matériaux (emballages et papiers en mélange) en extension de consignes de tri à tous les emballages en plastique pour l'ensemble du bassin de population qu'il va desservir. Il va donc permettre d'augmenter les tonnages valorisés grâce à un process de tri automatisé plus moderne, tout en s'adaptant aux schémas de collecte choisis par chaque collectivité.

La mutualisation entre les 13 collectivités permettra de limiter et de mieux amortir le montant des investissements en les concentrant sur le nouveau site, de mutualiser les coûts de transport et ainsi, au final, de maîtriser le coût de ce service public.

Les élus locaux ont fait le choix de créer une Société Publique Locale (SPL) afin de sécuriser les quantités de déchets recyclables à trier sur l'installation tout en limitant le périmètre, puisque la SPL ne pourra travailler que pour ses propres adhérents, ce qui exclut donc d'emblée l'arrivée de déchets extérieurs au territoire sur l'installation.

Le syndicat TRIVALIS, un des 13 adhérents à la SPL UniTri, possède déjà sa propre installation de tri Vendée Tri à La Ferrière (près de la Roche-sur-Yon pour 38 000 T d'emballages/an). Ainsi, son rapprochement avec la SPL UniTri permettra une solidarité territoriale, à la fois estivale pour absorber le pic de production liée à l'activité touristique mais également pour assurer un secours sur le tri des emballages, en cas de problèmes graves nécessitant des arrêts d'exploitation de longue durée sur le centre de tri de la SPL UniTri.

Les élus locaux ont fait le choix d'investir dans un équipement public de tri, propriété de la SPL UniTri, et d'en confier la gestion à un prestataire privé, spécialisé dans le domaine, afin d'assurer la maîtrise des coûts sur le long terme pour l'ensemble de ses adhérents.

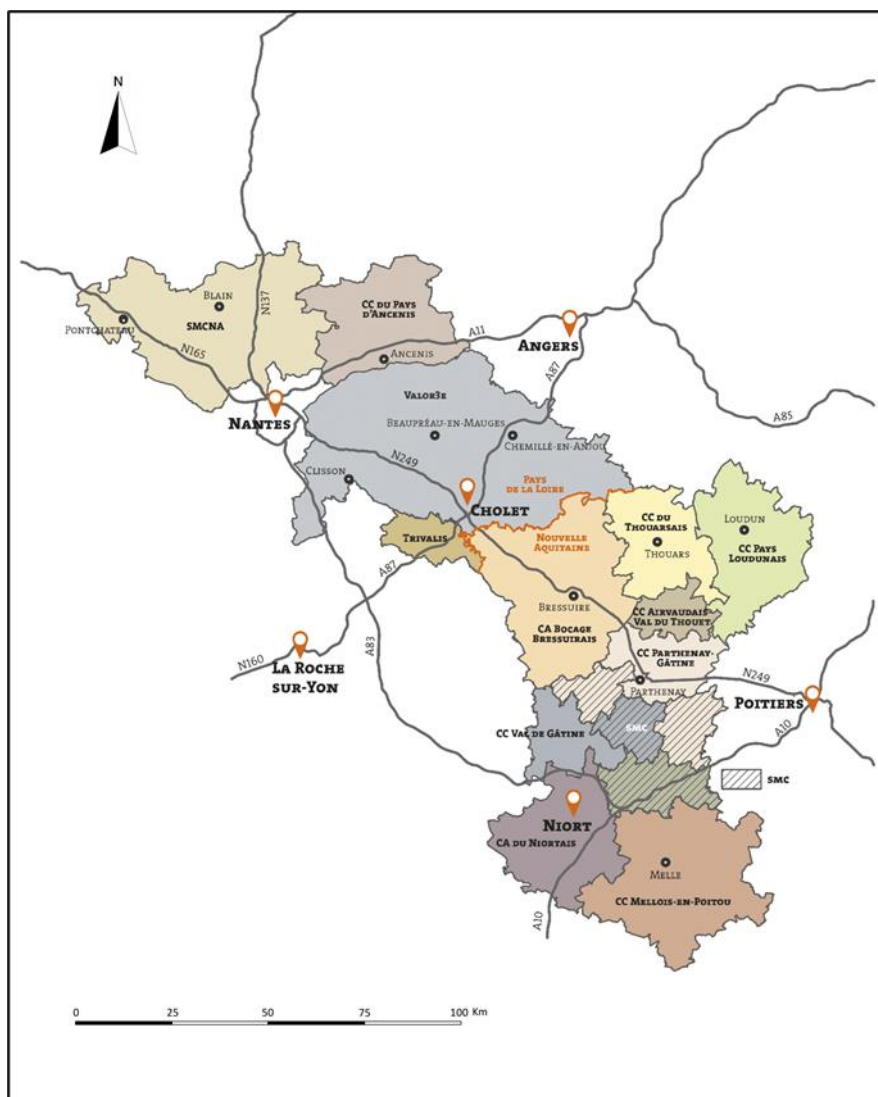


Figure 2 : Carte des 13 collectivités adhérentes à la SPL Unitri

2.3 SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU PROJET

Le projet se situe à proximité de la ZA de la Croisée, sur les communes de la Tessoualle en Maine-et-Loire et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres. Le site d'étude se trouve à proximité de l'échangeur de la Croisée sur la RN 249, qui relie Cholet (49) à Bressuire (79).

La commune de la Tessoualle est membre de l'Agglomération du Choletais ; tandis que la commune de Mauléon fait partie de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais.

Il convient de préciser que le site d'implantation du projet est sur deux communes, deux intercommunalités, deux départements et deux régions.

Les raisons du choix du site sont développées dans le paragraphe « 3. Justification du choix du site ».

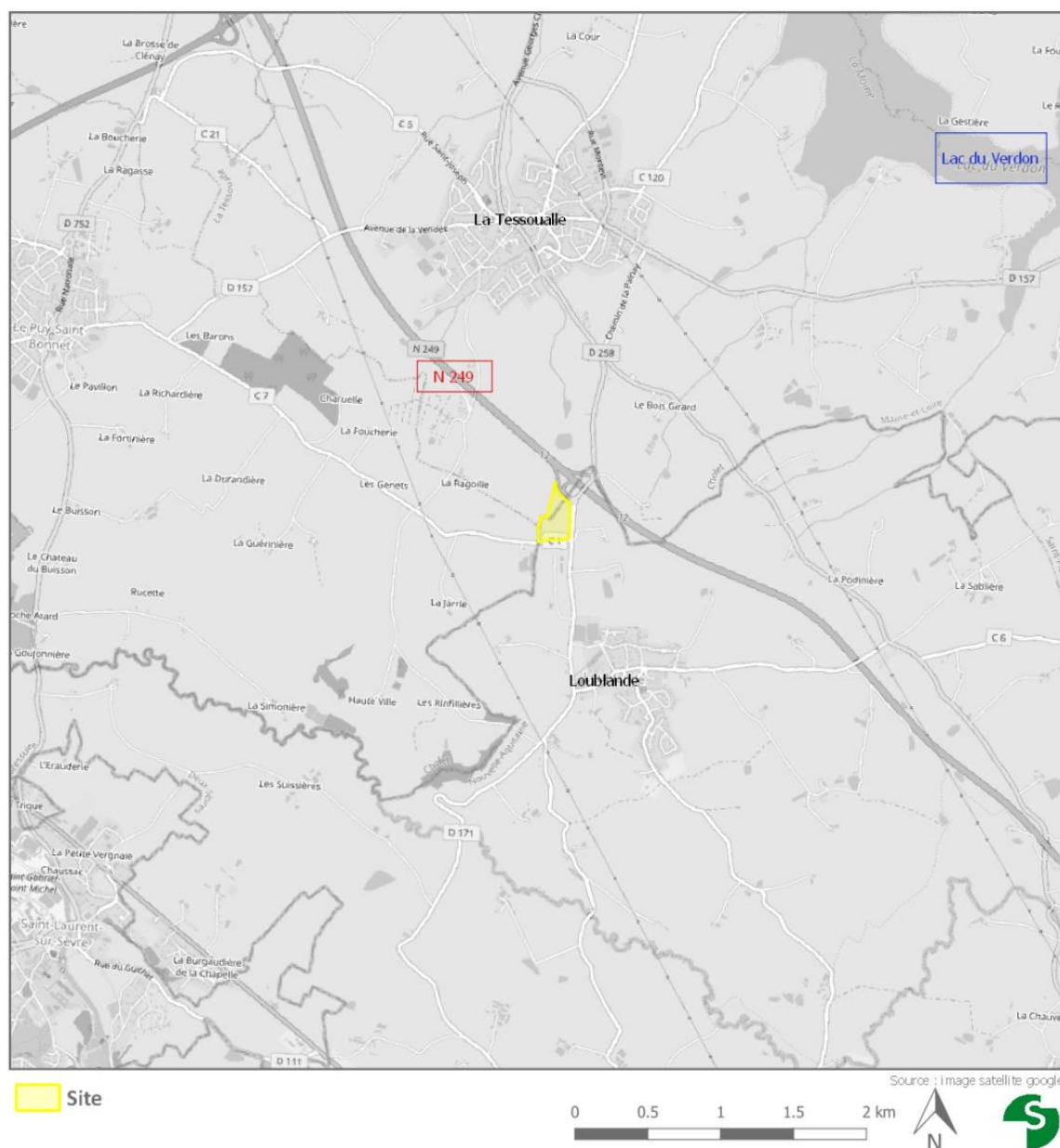


Figure 3 : Localisation du site retenu pour le projet

2.4 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU PROJET¹

Le besoin en foncier d'un tel projet se situe autour de 4 ha comprenant des locaux techniques et administratifs, deux halls de stockage, un hall de tri et des aires de stationnement et de circulation extérieures. Une soixantaine d'emplois sera nécessaire pour faire fonctionner le centre de tri.

L'implantation du projet dans la parcelle a été pensée à partir de deux réflexions menées parallèlement :

- ✓ D'une part, l'analyse de l'état initial de l'environnement du site,
- ✓ D'autre part, la surface nécessaire pour la mise en place du process de tri.

La géométrie polygonale de la parcelle, ainsi que la présence de haies et de zones humides ont imposé de mettre en place une démarche itérative « Eviter-Réduire-Compenser » pour limiter au maximum les impacts du projet sur les zones humides tout en répondant aux nécessités techniques et de fonctionnalité du futur centre de tri.

Par ailleurs, la pente de la parcelle, dans le sens Nord/Est-Sud/Ouest, génère des différences d'altimétries importantes qui doivent être minimisées au moment d'implanter le bâtiment et les voiries. La pente du terrain a conditionné la position des ouvrages de gestion des eaux puisqu'il est préférable pour toute installation de gérer les eaux de façon gravitaire plutôt que par pompage. Le bassin principal de rétention des eaux pluviales est donc positionné en bas du site.

La figure 4 présente l'organisation générale du site.

1 Source : Projet de permis de construire du projet (joint en annexe du présent dossier)

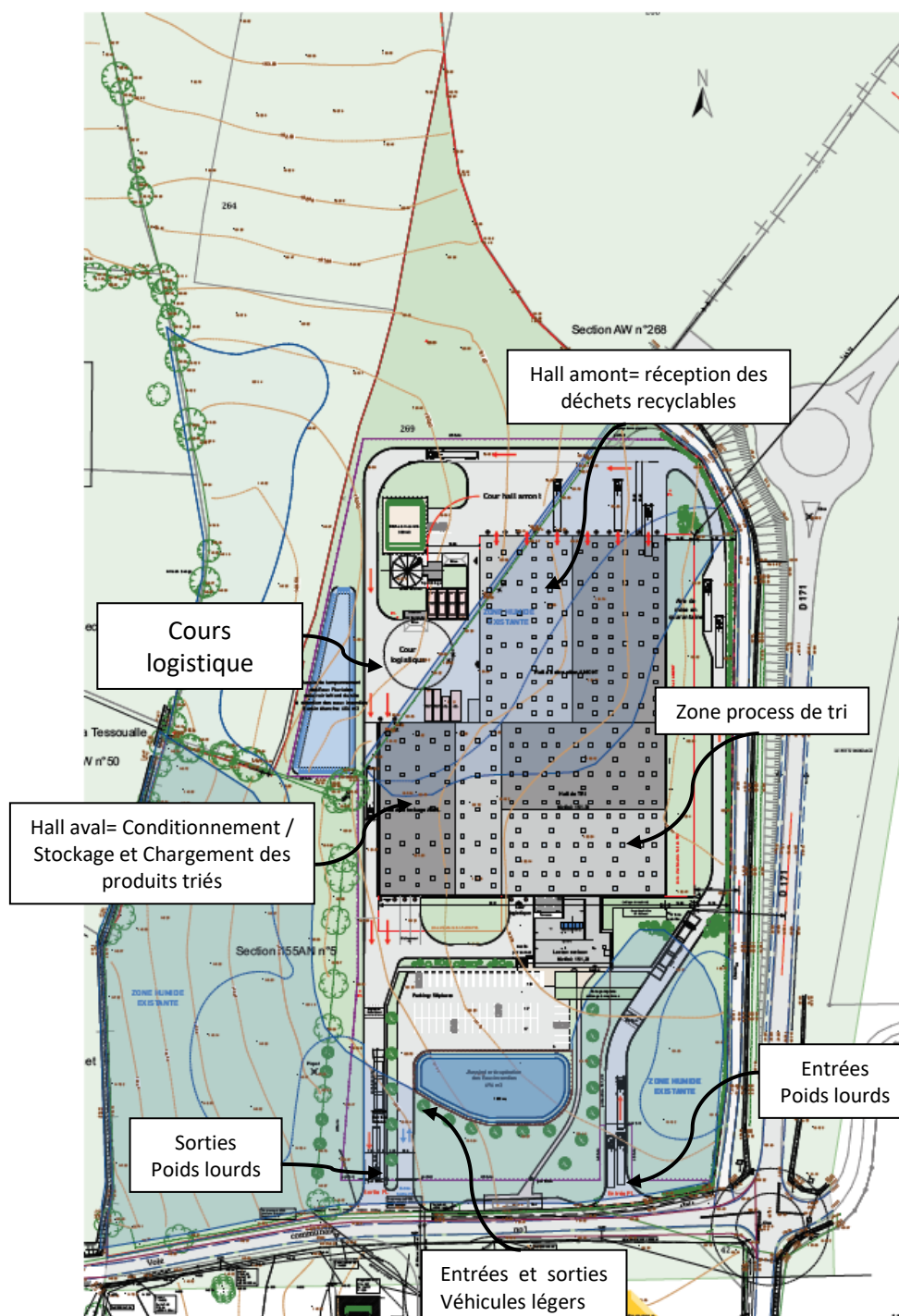


Figure 4 : Plan général du site et de ses accès

Afin d'appréhender au mieux le projet dans sa globalité et sa conception, les pièces principales du projet de permis de construire sont jointes en annexe du dossier de Mise en compatibilité des PLU de la Tessoualle et de Mauléon. (voir Annexe n°2 du Dossier Annexes_Notice_1_DP_UNITRI).

Dans la conception industrielle, la rationalité est la règle. Le bâtiment a donc été conçu à partir de formes simples qui permettent la création de grands espaces intérieurs avec des structures de charpente en béton.

Ainsi, la hauteur et largeur de chaque bâtiment ont été définies par les contraintes techniques du process mais aussi par des contraintes de sécurité et d'incendie. Le visage principal du bâtiment sera souligné par le bâtiment administratif et par le hall de tri, le cœur du projet.

Pour assurer une intégration paysagère du site, les plantations en limite de la clôture du site respecteront les préconisations du PLU. Une haie sera plantée derrière la clôture sur tout le pourtour du site. Un front végétal, constitué d'une haie bocagère d'essences locales, sera également créé au sud de la parcelle le long de la limite séparative avec la route du Puy-Saint-Bonnet.

Les surfaces entre les voiries et les bâtiments et entre les bâtiments et la clôture seront engazonnées et plantées d'arbustes.

A noter que les deux mentions d'extensions potentielles (Cf. Figure 5 ci-dessous) ne constituent aucunement une seconde phase de développement du projet. Ces mentions d'extension ne sont présentes que pour répondre à un souci de potentiel d'évolutivité du site. La notion d'évolutivité est une recommandation de l'Ademe et de Citeo (voir Annexe n°3 du Dossier Annexes_Notice_1_DP_UNITRI). En effet, il est trop souvent constaté que des projets publics ou privés ne présentent aucune capacité évolutive ce qui engendre de fait des aménagements supplémentaires très coûteux (nouveaux sites, réaménagement complet, ouvrage enterré, surélévation des bâtiments, extension sur de nouvelles parcelles) pouvant aller jusqu'à remettre en cause la localisation initiale du projet. La SPL a donc souhaité se prémunir de ces éventuels désagréments en se laissant la possibilité de disposer de capacité d'extension dans l'emprise foncière existante.

Si ces extensions étaient amenées à être mises en place, les études adéquates seraient réalisées et les aménagements connexes adaptés car ces extensions se feraient dans l'emprise du site et sans impacter les secteurs à enjeu environnemental des abords du projet (haies, zones humides).

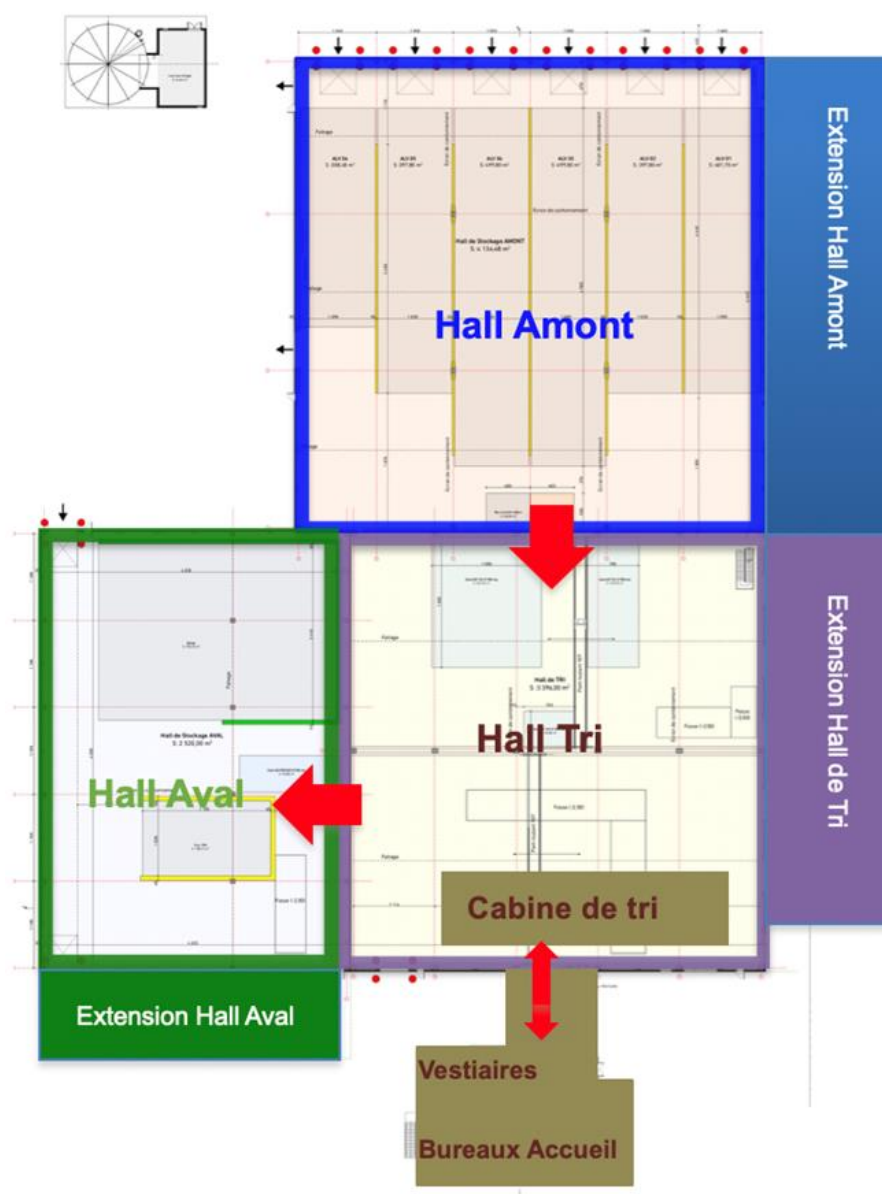


Figure 5: Mise en évidence des halls d'exploitation

Les trois halls d'exploitation seront organisés dans un seul bâtiment de plain-pied, en forme de « L » pour optimiser au maximum la largeur et longueur de l'ensemble. Le bâtiment s'inscrira ainsi dans la largeur de la parcelle et préservera la haie au Sud-Ouest du site. Le Hall de Tri sera placé au centre de la composition, le Hall Amont sera placé au nord et le Hall Aval à l'ouest. La hauteur totale des halls sera inférieure à 20 m par rapport au terrain naturel.

Surfaces		
Rez-de-chaussée		
	Hall amont	4 128 m ²
	Hall process	3 396 m ²
	Hall aval	2 520 m ²
	Locaux sociaux	260 m ²
	Local technique	106 m ²
	Local technique	106 m ²
	Local incendie	64 m ²
Etage 1		
	Locaux sociaux	260 m ²
	Local technique	106 m ²
Etage 2		
	Hall process	870 m ²
	Locaux sociaux	473 m ²

Figure 6 : Surfaces de plancher des différents locaux

Les locaux sociaux et administratifs seront organisés dans un bâtiment unique au sud du projet.

Ce bâtiment sera implanté dans la façade sud du site, visible depuis le carrefour avec la route D171. Il sera accessible de plain-pied depuis la zone de stationnement de véhicules légers et il sera connecté directement au Hall de Tri.

Au niveau RDC seront placés les espaces d'accueil du public.

Au niveau RDC, seront placés les espaces de réception du public, les locaux techniques, ainsi qu'un poste de contrôle ayant une vision sur les deux ponts bascules. Cette disposition est importante pour une bonne gestion du site et n'aurait pas pu être effective avec un accès Nord.

Le hall d'entrée et la salle d'activités seront ouverts sur la façade sud et proches des circulations verticales : cage d'escaliers et ascenseur accessibles aux personnes à mobilité réduite. Les locaux techniques seront attenants au Hall de Tri pour faciliter le passage des fluides. L'atelier sera placé entre les deux zones et accessible depuis la voirie d'accès du Hall Aval. Un accès personnel sera prévu dans la façade Ouest.

Centre de tri intercommunal UNITRI - Mauléon



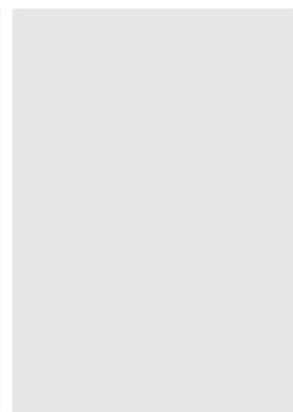
Bardage Arval et portes sectionnelles
RAL 7015



Bardage Arval
RAL 7035



Isolation Thermique par l'Extérieur
Gris béton



Isolation Thermique par l'Extérieur
Blanc cassé

Figure 7: Vue 3D des locaux sociaux et administratifs

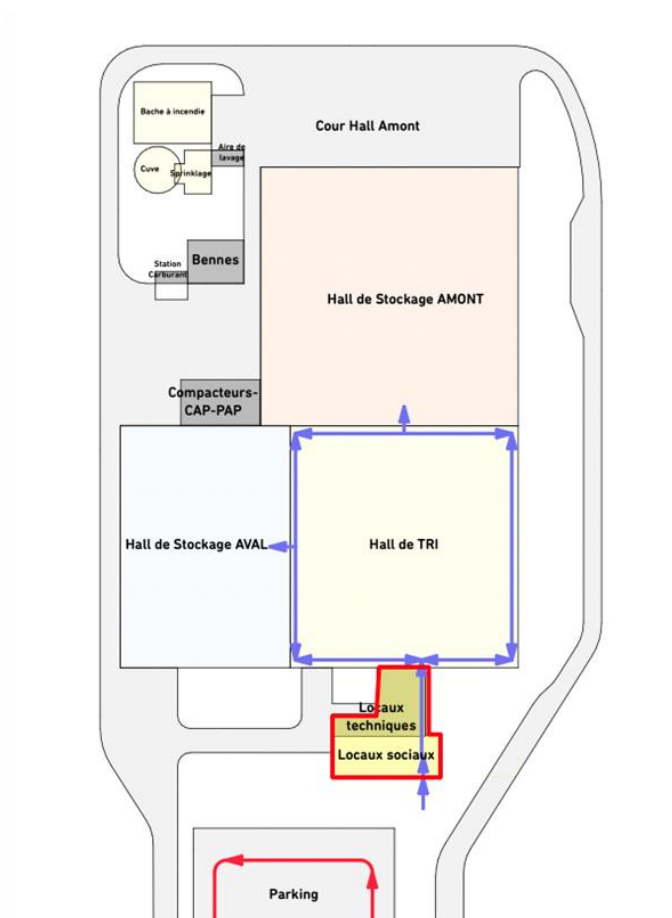


Figure 8 : Accès aux bureaux

Au niveau R+1 seront placés les bureaux.

Les bureaux seront différenciés en deux zones : une zone dédiée à la SPL UniTri et une zone dédiée à Trinovia. Les deux zones seront ouvertes sur la façade Sud et facilement connectées avec le Hall de Tri. L'accès aux bureaux de la SPL sera indépendant.

Au niveau R+2 (même niveau que la cabine de tri 5m50) seront placés les vestiaires.

L'accès aux vestiaires depuis l'entrée du personnel sera indépendant de la zone des bureaux. L'accès au Hall de Tri sera lui aussi indépendant par rapport à l'accès de visiteurs et du personnel des bureaux.

Une salle de pause et une terrasse seront placées immédiatement à côté de la cabine de tri pour permettre au personnel de réduire le temps de déplacement pendant les pauses.

Chaque entrée au hall de tri sera faite à partir d'un sas pour assurer l'isolement acoustique.

Une cour logistique sera placée dans l'espace libre entre le Hall Amont et le Hall Aval.

Elle sera dimensionnée pour l'implantation des compacteurs, des bennes, ainsi que pour la zone de lavage, la station de carburant et le silo de réserve d'eau anti-incendie.

Dans cette cour logistique seront notamment réalisés :

- ✓ Le ravitaillement des engins
- ✓ L'entretien des engins.

Il sera mis en place une station compacte de distribution de carburant, hors sol, d'une contenance de 5000 L de type ECOCUVE ou équivalent.

3. JUSTIFICATION DU CHOIX DU SITE

3.1 ANALYSE COMPARATIVE DES 3 SITES D'IMPLANTATION

L'analyse comparative des sites d'implantation a été réalisée en 2017 avec l'appui du cabinet GIRUS dans le cadre de l'étude territoriale préalable.

Ces études technico-économiques ont défini les modalités de choix du site. Elles reposent principalement sur le critère économique qui constitue le coût de l'acheminement des déchets recyclables depuis les 13 collectivités vers le nouveau centre de tri.

Elles visent l'identification d'un site pour la création du centre de tri autour du centre de gravité situé dans les environs de la commune de Saint Pierre des Echaubrognes.

Quatre critères ont permis d'identifier 3 sites pour la création d'un nouveau centre de tri :

- Des conditions d'accès aisées à partir des axes routiers structurants qui relient les 13 collectivités ;
- Des modalités de desserte locales évitant les agglomérations, les secteurs d'habitats denses ;
- Une proximité des réseaux (eau, électricité, incendie) et d'une zone d'activités ;
- La facilité à maîtriser le foncier nécessaire.

Les trois sites qui ont fait l'objet de l'étude technico-économique sont :

- La Zone d'activités économiques (ZAE) du Cormier 5 à Cholet (49)
- La Zone d'Activités économiques (ZAE) de la Lune au Pin (79)
- La Zone d'Activités économiques (ZAE) de la Croisée à Loublande, commune déléguée de Mauléon(79).







Figure 11 : Localisation de la ZAE de la Croisée


















Figure 12 : Localisation de la ZAE des Champs de la Lune

Figure 13 : Comparaison des trois scénarios

Site	Le Cormier 5 à Cholet (49)	La ZA des Champs de la Lune au Pin (79)	La ZA de la Croisée à Loublande -La Tessoualle (79/49)
Accessibilité du site	+ Accès par l'échangeur sur la RD 160, accès direct contournement de Cholet – environ 700m entre la sortie de la RD 160 et l'entrée de la zone	- Accès par l'échangeur de la Lune sur la RN 149 – environ 1.5 km entre la sortie de la RN 149 et l'entrée de la zone	+ Accès direct par l'échangeur de la Croisée sur la RN 249 qui relie Nantes, Cholet et Bressuire sur un même axe – 400m entre la sortie 12 et l'entrée du site
Trafic	- Trafic très chargé en période de pointe dans cette zone très fréquentées (entrée et sorties des salariés)	+ Trafic initial de proximité limité à la desserte de la ZAE et en direction du Peu du Pin et du bourg du Pin	+ Trafic initial de proximité limité à la desserte de la ZAE et de Loublande et La Tessoualle
Transport : distance totale à parcourir (estimation du kilométrage annuel ^[1])	+ 577 726 km	- 594 958 km	+ 570 142 km
Transport : bilan carbone (TeqCO ₂ – GNV)	+ 368 TeqCO ₂ /an	- 379 TeqCO ₂ /an	+ 363 TeqCO ₂ /an

[1]^[1] Source : Etude de programmation territoriale sur la fonction tri des déchets recyclables – GIRUS Janvier 2018

Proximité avec les riverains	<p>— Distance des habitations les plus proches aux alentours de 75 m</p>	<p>+ Distance des habitations les plus proches supérieures entre 400 et 500 m pour les plus proches</p>	<p>+ Distance des habitations les plus proches aux alentours de 200 m. Trafic concentré entre l'échangeur et la zone (400m) donc peu impactant pour le voisinage</p>
Impact sur la santé humaine	<p>+ Situé dans l'environnement sonore de la ZAE, incidences non notables</p>	<p>— Nuisances sonores supplémentaires potentielles dans un environnement à dominante agricole, du fait de l'éloignement de la RN 249 et malgré la proximité des activités existantes de la ZAE</p>	<p>0 Nuisances sonores supplémentaires potentielles dans un environnement à dominante agricole, malgré la proximité de la RN 249 et malgré la proximité des activités déjà existantes de la ZAE</p>
Zones humides	<p>0 Les incidences sur zones humides identifiées ont été évitées, réduites ou compensées dans le cadre de l'aménagement de la zone (création de mares, reméandrage de ruisseau).</p>	<p>+ Le site est viabilisé : aucune potentialité faunistique, floristique ou zone humide n'a été identifiée dans le permis d'aménager</p>	<p>— Présence de zones humides donc application de la séquence ERC au niveau de l'implantation du bâtiment et de la voirie, des techniques de construction de la voirie. Compensation à prévoir</p>

Intégration paysagère	 Zone d'activité	 Le site s'inscrit sur un point haut, un paysage relativement ouvert et qui domine la vallée de l'Argent : l'intégration du bâtiment est complexe car sans commune mesure avec celle des bâtiments existants dans la zone	 Bâtiment peu visible depuis la RN 249 car en contre-bas du fait de l'aménagement de l'échangeur Zone destinée à devenir une zone d'activités et donc à accueillir la typologie architecturale associée
Aménagements complémentaires	 RAS	 Nécessité de créer un quai de transfert supplémentaire, sur une superficie de 1ha à Cholet, compte tenu de la taille du gisement, pour compenser l'éloignement du barycentre du territoire (surcoût de 1 M€ + 100 k€ liés au transport estimés à l'année) :	 RAS
Disponibilité du foncier	 Pas de foncier disponible (1 seule parcelle de 4 500 m ²)	 Foncier non maîtrisé	 UniTri est propriétaire du foncier
Synthèse	 6 0 1  3	 3  7	 8 0 1  1

Les élus ont donc choisi d'implanter ce projet sur la ZA de la Croisée à proximité de la RN 249, barycentre géographique des productions de déchets recyclables des 13 collectivités et à proximité du principal producteur qu'est l'Agglomération du Choletais. Les éléments ayant conduit au choix de ce site d'implantation du site sont décrits dans les différentes notices du dossier.

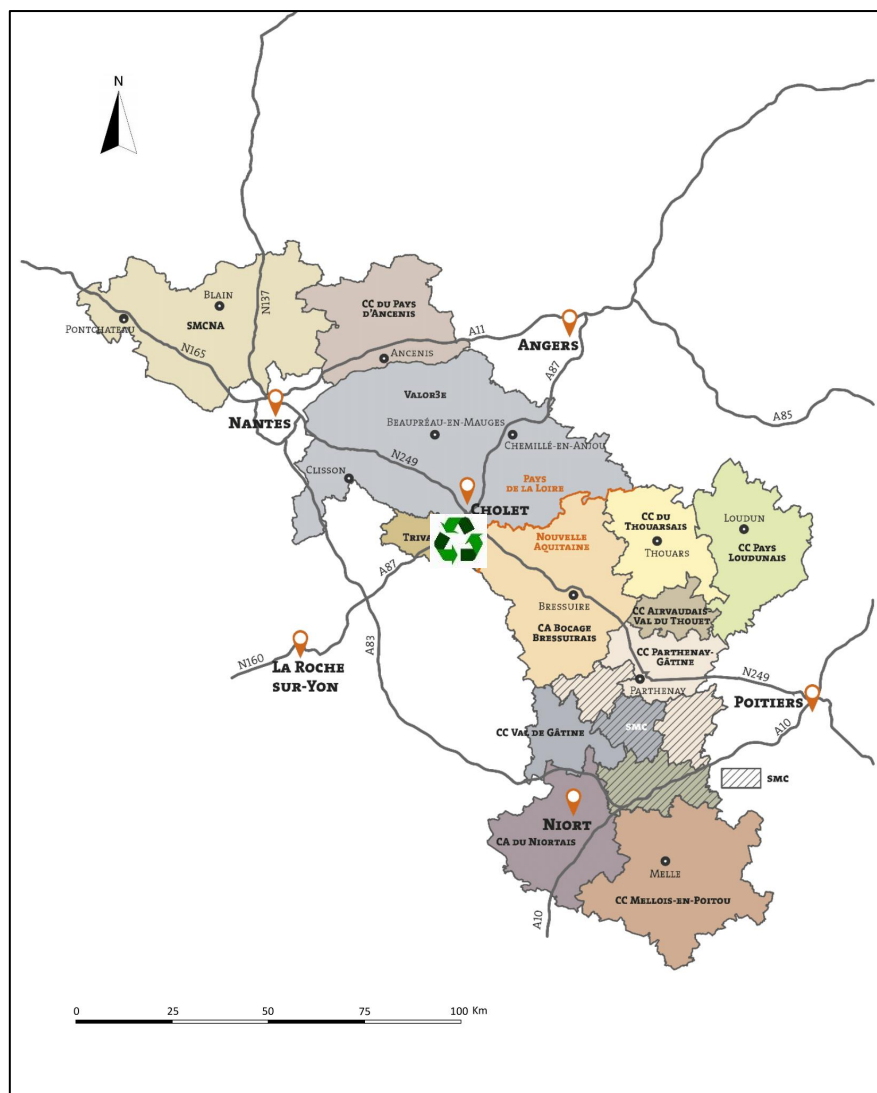


Figure 14 : Localisation du projet de centre de tri à l'échelle de son bassin de population

Un accès en direct depuis la RD171 n'était pas envisageable au regard de l'écart de niveau entre cette dernière et la parcelle retenue pour l'implantation du projet.

Un accès par le Nord n'était envisageable que depuis le giratoire de la bretelle d'échange de la RN 249 avec la route de Loublande. La géométrie des voies débouchant sur le giratoire aurait dû être revue. Un obstacle résidait également dans l'importance du dénivelé entre le giratoire et le site : son rattrapage aurait été générateur d'une consommation d'espace importante et surtout d'artificialisation supplémentaire de zones humides.



Figure 15 : Le site et les voies de desserte

L'autre solution aurait nécessité l'aménagement du chemin agricole parallèle Est au site mais celui-ci n'est pas du tout adapté en termes de gabarit et est nécessairement conservé pour permettre l'accès aux parcelles agricoles plus au nord.

L'accessibilité au site présente donc une seule possibilité depuis la route du Puy Saint Bonnet à Loublande au sud, en continuité directe avec la route départementale RD171.

La voirie parallèle Est sera utilisée pour l'accès des secours. Ainsi les pompiers pourront accéder directement à l'arrière du site sans devoir pénétrer dans le site. Cette disposition permettra de faciliter leur intervention et d'intervenir en tout point du site si nécessaire.

Depuis la route du Puy-Saint-Bonnet, deux circuits différenciés sont prévus pour accéder au site :

- ✓ Un accès unique pour les poids-lourds (PL) des halls Amont et Aval.
- ✓ Un accès/sortie unique véhicules légers (VL) pour les visiteurs et le personnel du site.
- ✓ Une sortie unique pour les PL des halls Amont et Aval.

Chaque accès sera muni d'un portail. L'accès des PL sera pourvu d'une zone de stationnement camions. L'emplacement des entrées et sorties PL permettra un évitement maximum des zones humides existantes en entrée de site, et de mettre en place uniquement deux ponts bascules. Le site est configuré de manière à tourner en boucle fermée en cas d'intervention des pompiers et pour faciliter toutes les interventions d'urgence. L'emplacement des entrées et sorties de poids-lourds et surtout du bassin de gestion des eaux permettra de **ne pas impacter en quasi-totalité les zones humides existantes en entrée de site**. La disposition des accès, des circulations, et des cours de logistique a été organisée pour éviter les croisements entre les différents flux de véhicules, notamment entre les flux PL et VL. Toutes les voiries des PL seront à sens unique et sans obstacle. Les voiries destinées aux piétons, VL et PL seront clairement différenciées. La simplicité de la conception, accompagnée d'une signalétique appropriée, permettra d'assurer la sécurité des utilisateurs.

3.3 DÉMARCHE LOCALE ÉVITER-RÉDUIRE-COMPENSER (ERC) ²

Le site retenu est celui de la ZA de la Croisée à Loublande, commune déléguée de Mauléon. Le projet comprend également une partie située sur la commune de la Tessoualle à l'Ouest. Les deux parcelles retenues sont les suivantes :

- La Tessoualle : AW 0269 pour 11 777 m²
- Loublande : 155 ZO n°5 pour 42 241 m²

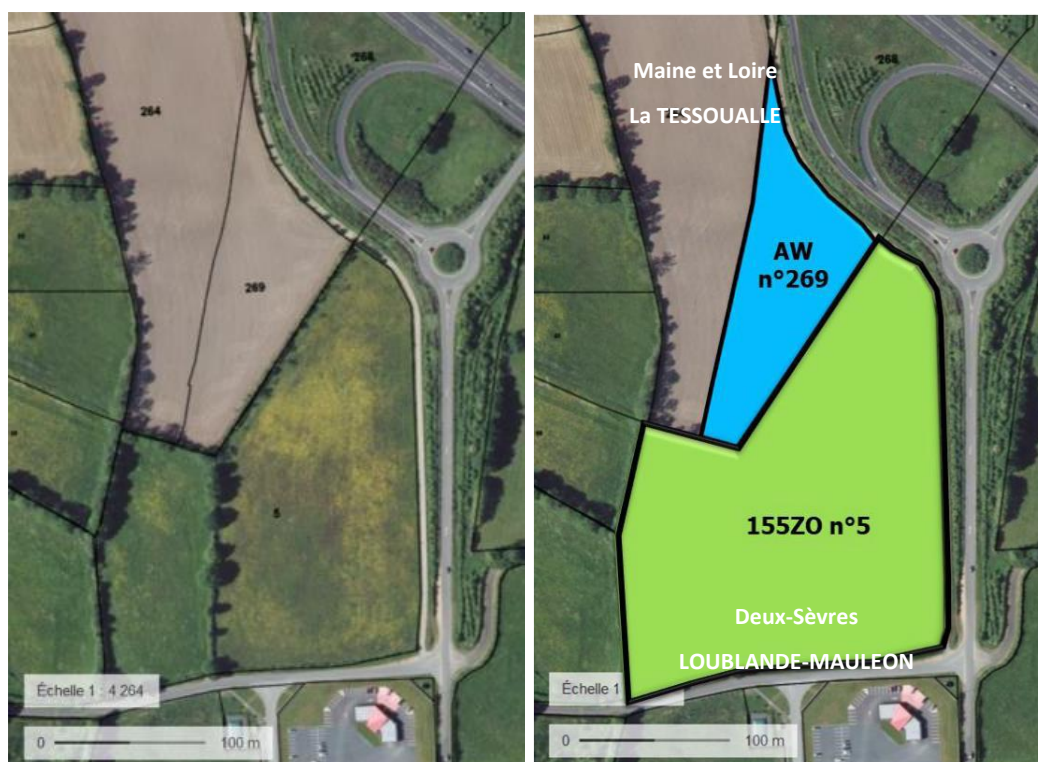


Figure 16 : Les parcelles concernées par le projet

² La séquence « Éviter-Réduire-Compenser » concernant les zones humides est développée dans le rapport annexé au dossier de mise en compatibilité réalisé par Aménagement Pierre & Eau : – Étude zones humides - Septembre 2020

L'inventaire des zones humides réalisé en 2018 et 2019 par NCA Environnement et Serama a démontré la présence de 3,11 hectares de zones humides sur le site et ses abords.

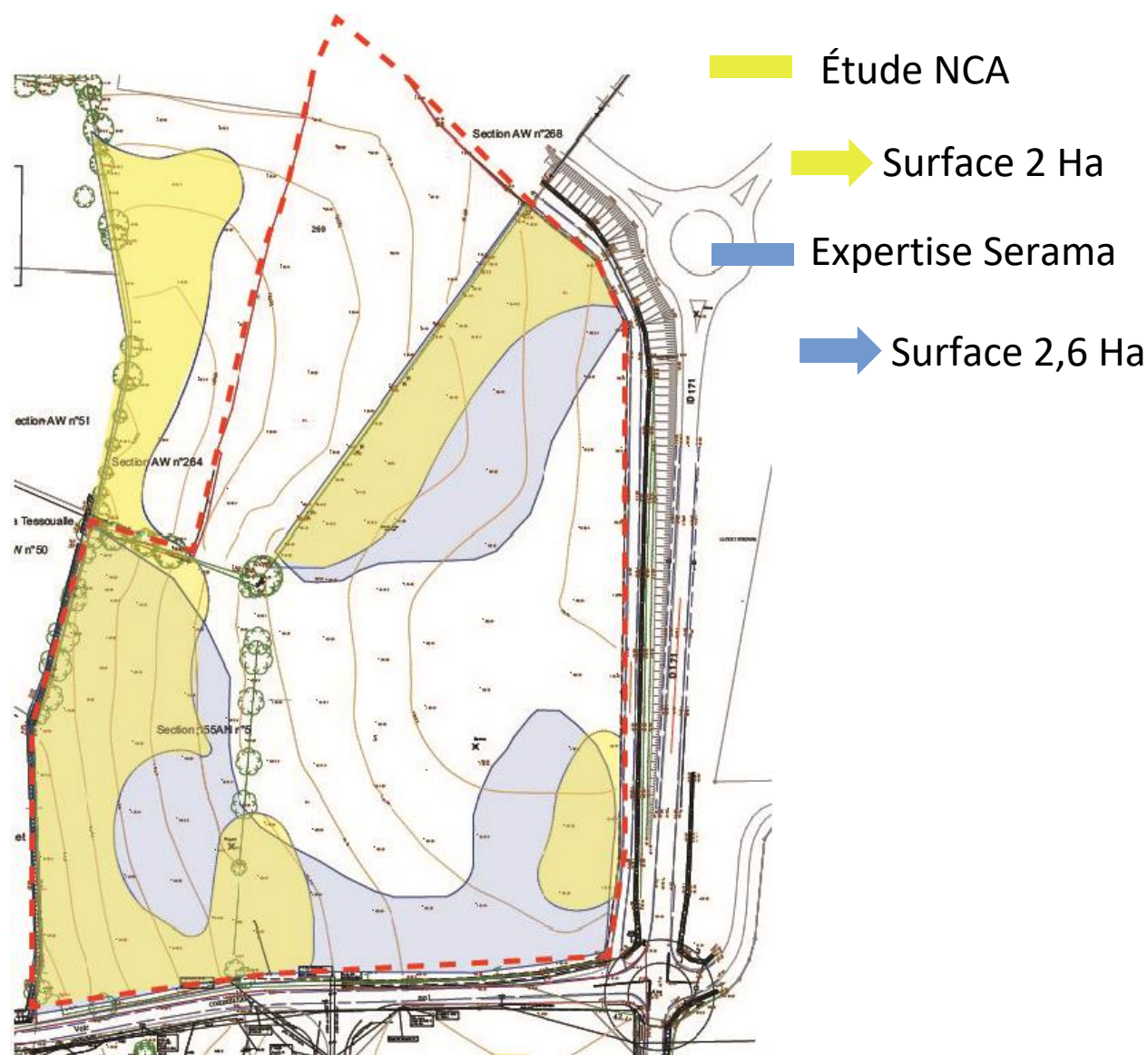


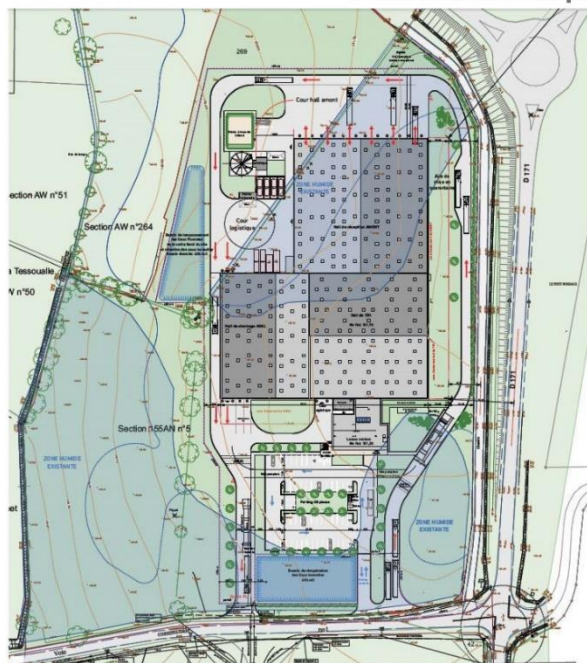
Figure 17 : Implantation des zones humides

Afin de limiter au maximum l'impact direct sur les zones humides, le projet a été repensé en termes de périmètre et d'implantation selon les dispositions illustrées ci-après.

Ainsi, les aménagements suivants ont été validés :

- Recul de l'ensemble des bâtiments vers le nord de la parcelle,
- Déplacement de la voie d'accès des véhicules légers à proximité de la voie de sortie des Poids Lourds,
- Recul du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie vers le nord,
- Déplacement de l'aire de stationnement des bus en limite sud avec création d'un cheminement piétonnier pour accès des visiteurs aux locaux administratifs,
- Compaction des locaux administratifs, bureaux et salle de pause- vestiaires des agents de tri.

Plan masse du projet initial



Surface Zones Humides impactée : 11 600 m²

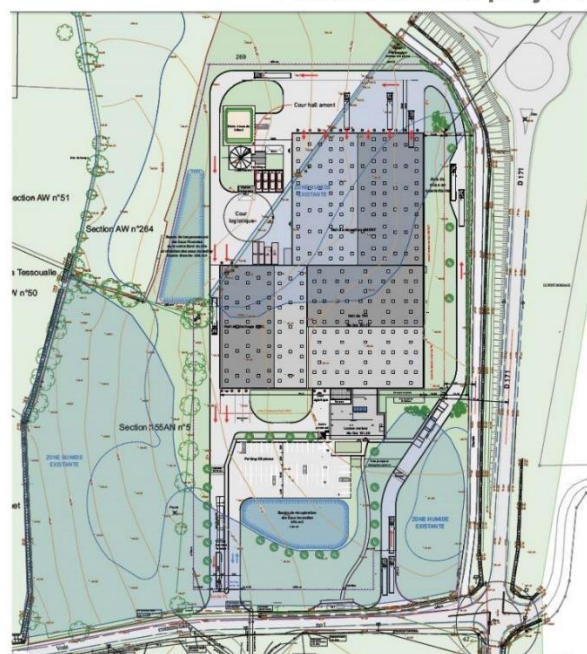
Procédure d'Autorisation Loi sur l'eau

PR.VRDSetec EE

setec énergie environnement

7 >

Plan masse du projet adapté



Démarche ERC itérative

Surface Zones Humides impactée : 9 750 m²

Procédure d'enregistrement Réglementation ICPE

PR.VRDSetec EE

setec énergie environnement

8 >

Figure 18 : Zones humides : Eviter – Réduire - Compenser

Au final, la superficie du projet est de 2,6 ha et les zones humides impactées totalisent 0,97 ha.

4. CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET

4.1 S'ENGAGER DANS UNE POLITIQUE NATIONALE ET TERRITORIALE

4.1.1 Règlementation européenne

La réglementation européenne donne un schéma directeur des actions à mener au niveau national en termes de politique de gestion des déchets pour les prochaines années. Elle se traduit par la publication de directives européennes notamment sur les déchets d'emballages qui fixent les règles et les objectifs en termes de prévention et de gestion des déchets. Ces directives ont été modifiées en 2018 avec de nouvelles règles dont l'objectif est de favoriser le recyclage.

L'article 4 de la Directive Européenne relative aux déchets hiérarchise les déchets par ordre de priorité dans la législation et la politique en matière de gestion des déchets, à savoir :

- La prévention ;
- La préparation en vue du réemploi ;
- Le recyclage ;
- Les autres valorisations, notamment énergétique ;
- Et enfin l'élimination.

La directive-cadre de 2008 sur les déchets s'est notamment traduite par un programme national de prévention des déchets 2014-2020 publié en août 2014, permettant de définir 55 actions de prévention.

Ainsi, plusieurs collectivités, membres de la SPL, se sont engagées dans une tarification incitative qui a permis de réduire les Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) et ainsi obtenir des ratios très faibles par rapport à la moyenne nationale qui est de 255kg/hab.an (source : SINOE, 2017).

Collectivités	ratio CS (kg/hab)	ratio OMR (kg/hab)
Agglo2B	56,60	116,00
CC Airvaudais Val du Thouet	25,92	138,01
CC Parthenay-Gâtine	40,99	176,00
CC du Thouarsais	22,48	181,00
SMC	62,15	151,00
CC Val de Gâtine	22,63	131,00
CC du Mellois en Poitou	17,53	182,00
CC du Niortais	48,14	192,00
Valor3e	39,14	118,36
SMCNA	24,90	123,82
COMPA	32,01	106,06
Trivalis	36,62	141,55
CC du Pays Loudunais	42,02	186,40
Légende :		
	multi-matériaux	
	emballages	
	multi-matériaux/ emballages	

Figure 19 : Ratios kg/hab./an des collectivités membres de la SPL (2019).

Le centre de tri se positionne au niveau du recyclage, permettant ainsi la valorisation matière des matériaux triés.

4.1.2 Règlements français

4.1.2.1 Grenelle de l'Environnement

La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 - dite « Grenelle 1 » de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement formalise 268 engagements en faveur de l'environnement pour la période 2010-2015.

La loi fixe 3 objectifs dans le domaine des déchets :

- Réduire à la source la production de déchets en responsabilisant fortement les producteurs, de la conception du produit à sa fin de vie. Partant de 430 kilogrammes par habitant et par an, l'objectif est de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pendant les cinq prochaines années.
- Augmenter le recyclage afin d'orienter un taux de 35 % en 2012 et 45 % en 2015 de déchets ménagers et assimilés.
- Diminuer de 15 % d'ici à 2012 la quantité de déchets partant en incinération, en enfouissement et en stockage.

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - dite « Grenelle 2 - portant engagement national pour l'environnement » a été prise afin de concrétiser les engagements du Grenelle 1 et de transposer la Directive 2008/98/CE.

Le centre de tri, de par sa fonction même, a pour objet de traiter et valoriser la partie recyclable des déchets ménagers. La création d'un équipement moderne et performant permettra d'optimiser la gestion des déchets de collecte sélective et participera ainsi à l'objectif d'augmenter le taux de recyclage des déchets ménagers.

Par ailleurs, l'étude prospective menée par l'Ademe en 2014³, montre que la modernisation des centres de tri et leur adaptation à l'extension des consignes de tri nécessiteront l'agrandissement des installations.

Cela induira nécessairement une réduction du nombre de centre de tri, de moitié selon l'étude de 2014. Cela aura également pour conséquence d'élargir les zones de chalandise tout en respectant le principe de proximité.

Par voie de conséquence, les déchets ménagers ainsi valorisés ne seront pas envoyés en filière d'élimination (incinération ou stockage). Le projet participera donc également à l'objectif de réduction de la part de déchets ménagers partant en incinération ou en enfouissement tout en augmentant le taux de recyclage.

4.1.2.2 La Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte

Dans la continuité de la loi Grenelle, la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) en date du 17 août 2015 prévoit que « *la France se donne comme objectif de **découpler progressivement sa croissance de sa consommation de matières premières non renouvelables.***

3 Source : Etude prospective sur la collecte et sur le tri des déchets d'emballages et de papier dans le service public de gestion des déchets - ADEME - Mai 2014

[...] ». La LTECV formule également l'ambition de soutenir une croissance économique qui dépende moins de l'accessibilité aux ressources primaires souvent importées en exploitant mieux celles déjà présentes sur le territoire.

La prévention et la gestion des déchets constituent un axe essentiel en réponse à cet objectif.



La création d'un centre de tri performant participe aux objectifs de la LTECV : le tri des déchets de collecte sélective, tenant compte de l'extension des consignes de tri à tous les emballages en plastique, permettra en effet de valoriser davantage de matériaux qu'aujourd'hui. Cela aura pour conséquences de diminuer les quantités de déchets mis en décharge et de mettre sur le marché des matières premières secondaires qui viendront remplacer une partie des matières premières vierges. Le projet participe ainsi à l'ambition d'économie circulaire promue par la LTECV.

4.1.2.3 Préconisations de l'Ademe et de CITEO⁴

Dans la perspective d'un passage en extension de consignes de tri sur tous les emballages en plastique sur tout le territoire national, la demande de CITEO et de l'ADEME était de réduire considérablement le parc de centres de tri d'ancienne génération pour installer de nouveaux équipements plus performants et donc plus mécanisés. Cela permet le tri de ces nouveaux plastiques tout en améliorant les performances de recyclage. D'après CITEO, on comptait 300 installations il y a 15 ans, 207 en 2016 et on comptera entre 100 et 150 d'ici 2022 (Eco-Emballages, 2017)⁵.

⁴ Pwc : Rapport 2 : Projet de développement du recyclage des emballages ménagers en plastique _Synthèse du Projet-2014 (voir Annexe4 du dossier Annexes_Notice_1_DP_UNITRI)

⁵ Eco-Emballages, note d'informations reconversion centres de tri, 05/2017. Disponible sur : <http://www.ecoemballages.fr/sites/default/files/files/etudes/reconversion-centres-tri-052017-note-informations.pdf>

L'ensemble des préconisations techniques de CITEO et de l'Ademe (Cf tableau en annexe 3) ont été respectées lors de la conception du projet du centre de tri d'UniTri :

- Regrouper à minima 500 000 habitants autour du projet,
- Massifier au minimum 30 000 t/an de déchets recyclables à trier,
- Mécaniser au maximum le process de tri afin de confier aux valoristes une mission de contrôleur qualité en améliorant les conditions de travail et en réduisant les risques de maladie professionnelle,
- Améliorer les performances de tri et donc de recyclage des flux et permettre une évolutivité au process de tri en fonction de l'évolution des demandes des recycleurs,
- Maitriser les coûts de tri en privilégiant les investissements sur des volumes plus conséquents à trier.

Le projet de centre de tri Loublande/La Tessoualle respecte les critères techniques et économiques, et intègre par conséquent pleinement la mise en œuvre d'une politique globale de valorisation des déchets recyclable du territoire français. L'Ademe et CITEO ont donc réaffirmé leur soutien pour le projet de centre de tri à travers du courrier joint en annexe (voir Annexe 5 du Dossier Annexes_Notice_1_DP_UNITRI).

4.1.3 Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

Ces plans sont repris dans les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires (SRADDET). Les orientations relatives à la gestion des déchets et au recyclage sont reprises ci-dessous.

4.1.3.1 En nouvelle Aquitaine

Le PRPDG Nouvelle Aquitaine

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Nouvelle Aquitaine a été adopté en octobre 2019. Celui-ci constitue le volet propre aux déchets du SRADDET.

Objectifs du plan :

1. DONNER LA PRIORITE A LA PREVENTION DES DECHETS
2. DEVELOPPER LA VALORISATION MATIERE DES DECHETS
Augmenter le niveau de collecte en vue d'une valorisation matière des déchets ménagers et assimilés : l'amélioration de la performance de collecte sélective des déchets d'emballages (et notamment l'extension des consignes de tri des emballages à l'ensemble des emballages plastiques) et de papiers fait partie des 3 axes prioritaires.
3. AMELIORER LA GESTION DES DECHETS DU LITTORAL
4. AMELIORER LA GESTION DES DECHETS DANGEREUX
5. PREFERER LA VALORISATION ENERGETIQUE A L'ELIMINATION
6. DIVISER PAR 2 LES QUANTITES DE DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES STOCKES EN 2025 PAR RAPPORT A 2010

Comme explicité précédemment, par voie de conséquence, l'augmentation du flux capté et valorisé en centre de tri participe à la réduction des déchets envoyés en stockage.

7. AMELIORER LA LUTTE CONTRE LES PRATIQUES ET LES INSTALLATIONS ILLEGALES, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES DECHETS INERTES DU BTP, LES VEHICULES HORS D'USAGE ET LES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES
8. AMELIORER LA CONNAISSANCE DES GISEMENTS, FLUX ET PRATIQUES NOTAMMENT PAR UN MEILLEUR SUIVI ET UNE TRAÇABILITE RENFORCEE DE CERTAINS DECHETS

Le Plan Régional Nouvelle Aquitaine prévoit un projet de centre de tri regroupant le département des Deux-Sèvres et le sud du Maine et Loire sur la base de la première étude territoriale, avant élargissement aux 13 collectivités de la SPL UniTri (voir carte ci-après).

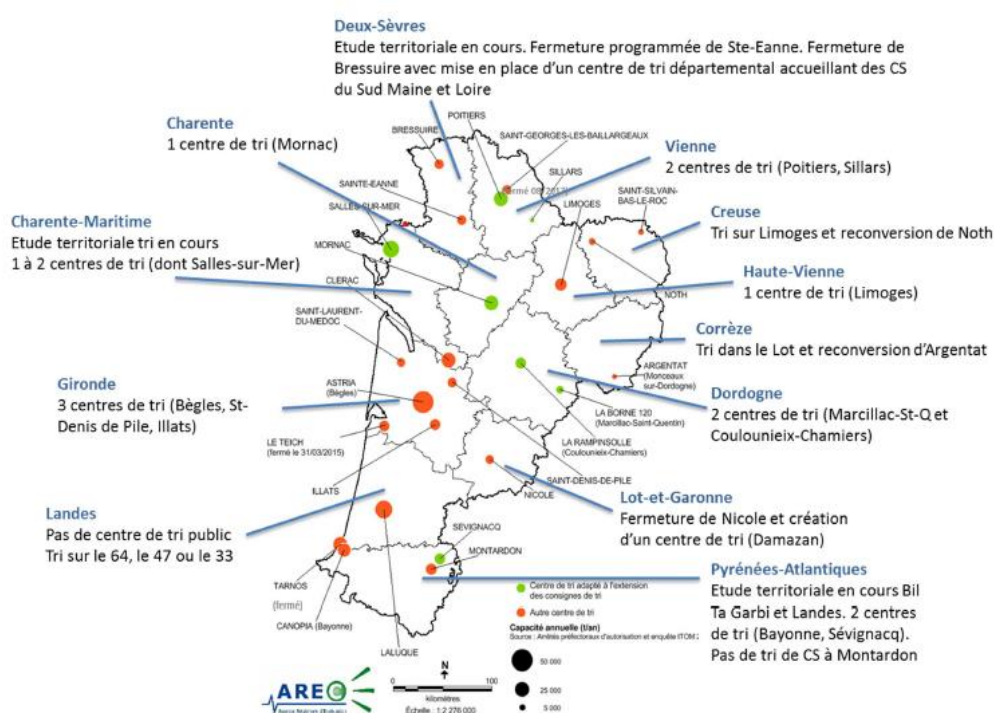


Figure 131 : synthèse des orientations du Plan en matière de tri des collectes sélectives de déchets d'emballages ménagers et de papiers

Figure 20 : Extrait du SRADDET sur les orientations en matière de tri des collectes sélectives de déchets d'emballages ménagers et papiers.

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine

Le SRADDET de Nouvelle Aquitaine a été approuvé en février 2019. Il contient un corpus de règles qui doivent trouver leur traduction à toutes les échelles de territoire et dans les projets. Il comprend une thématique **Prévention et gestion des déchets** déclinée en 5 règles :

- **RG37- Les acteurs mettent en œuvre prioritairement des actions visant à la prévention des déchets avant toute opération de valorisation puis d'élimination**
- **RG38- Les acteurs mettent en œuvre des actions visant à la valorisation matière des déchets avant toute opération d'élimination et après toute opération de prévention.**
- **RG39- L'ouverture de nouvelles installations de stockage de déchets non dangereux, non inertes, n'est pas autorisée sur l'ensemble du territoire régional.**

- *RG40- Les documents d'urbanisme définissent les emplacements nécessaires aux installations de transit, de tri, de préparation, de valorisation et d'élimination des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP), dès lors que les besoins sont identifiés.*
- *RG41 - Les collectivités en charge de la gestion des déchets et les services de l'Etat identifient les installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits lors de situation exceptionnelle.*

4.1.3.2 En Pays de la Loire

PRPDG Pays de la Loire⁶

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets des Pays de la Loire a été adopté en octobre 2019.

Objectifs du plan concernant les déchets dangereux non inertes :

1. PRÉVENTION
2. AUGMENTER LE RECYCLAGE ET LA VALORISATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES
Les recommandations du plan sont :
 - de travailler sur les modalités de transfert et de transport des flux à trier, de manière à limiter l'impact environnemental du transport dans des situations où la massification des centres de tri conduit à l'éloignement des exutoires.
 - de préparer dès 2018 la reconversion des centres de tri qui ne sont techniquement pas à même d'absorber les flux dus à l'extension des consignes de triLe projet prend en compte ces 2 considérations.
3. TRAITEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX RESIDUELS

Le projet de SRADDET des pays de la Loire⁷ (non validé)

Le SRADDET des Pays de la Loire est en cours d'élaboration. Il contient également un corpus de règles qui doivent trouver leur traduction à toutes les échelles de territoire et dans les projets. Il comprend une thématique **Gestion des déchets et économie circulaire dans les documents d'urbanisme** qui contient les dispositions suivantes :

En cohérence avec la planification régionale, prendre en compte les besoins liés à la prévention et gestion des déchets et l'économie circulaire dans les documents d'urbanisme et faciliter l'amélioration du maillage des installations dans le respect d'un principe de solidarité entre les territoires.

Ainsi, il s'agit de :

- *Identifier ou réserver les zones dédiées aux installations de transit, traitement ou élimination des déchets.*
- *Prévoir des espaces dédiés au réemploi pour la récupération des objets notamment en créant des ressourceries et recycleries qui peuvent être au sein des déchèteries.*
- *Prévoir du foncier prioritairement dans les friches industrielles et terrains dégradés pour les installations d'entreposage, tri, réemploi et recyclage des déchets de chantiers de déconstruction, à proximité des chantiers de construction et de réhabilitation.*

⁶ Source : <https://www.paysdelaloire.fr/politiques-regionales/environnement-transition-energetique/dechets/>

⁷ Le SRADDET Pays de la Loire est en cours d'élaboration. Le document cité ci-dessus est un document de travail.

- *Inciter à la réservation d'espaces pour le broyage des déchets verts, le compostage partagé des biodéchets dans les zones urbaines.*
- *Inciter à l'utilisation d'espèces végétales peu productrices de déchets et à des pratiques type « jardinage au naturel » pour l'entretien des espaces verts et à la communication et sensibilisation des citoyens en ce sens.*
- *Prévoir du foncier pour accueillir ou agrandir les déchèteries, notamment en milieu dense et en zones d'activités, de manière à pouvoir proposer un tri plus poussé des déchets pour leur valorisation*
- *Encourager l'application des principes de l'économie circulaire dans les opérations d'aménagement du territoire pour économiser et/ou optimiser les ressources (écoconception et recyclage dans la construction, terres agricoles à préserver pour circuits alimentaires de proximité, ...).*
- *Intégrer les principes d'écologie industrielle et territoriale (EIT) dans les projets d'aménagement de zones d'activités ou commerciales de manière à créer les conditions de mise en œuvre de synergies entre les entreprises (les déchets de l'une deviennent les ressources de l'autre). À ce titre, la zone industrialo-portuaire de Saint-Nazaire est identifiée comme un des secteurs à enjeux.*

4.1.4 Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Les dispositions prévues par les SCOT concernant la gestion et le recyclage des déchets sont les suivantes :

4.1.4.1 Le SCOT de L'Agglomération du Choletais

Le SCOT de l'Agglomération du Choletais a été approuvé le 17 février 2020. Il affiche trois axes stratégiques dans son Document d'Orientation et d'Objectifs :

- 1. Préserver et mettre en valeur l'identité du territoire**
- 2. Favoriser un développement économe en ressources et en énergie**
- 3. Réduire l'exposition des personnes et des biens aux risques, nuisances et pollutions**

L'axe 2 comprend une orientation spécifique : « *Organiser durablement la gestion des déchets* » reprise ci-après :

Dans le Choletais comme au niveau national, l'évolution des modes de consommation, de production et des habitudes alimentaires a conduit à une **forte augmentation de la quantité de déchets**. Bien qu'en légère diminution depuis le début des années 2000, la production d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) par habitant a doublé en 40 ans. Aujourd'hui, la gestion des déchets représente un **véritable enjeu pour les territoires**, tant au niveau environnemental que financier.

Afin de favoriser un maillage cohérent des installations de gestion des déchets, le SCoT souhaite **assurer une gestion optimisée des ressources**.

Contexte :

- Dans le cadre de son "**Projet de Territoire 2018-2025**", l'AdC a défini un **programme de réhabilitation et de construction des déchèteries et éco-points** :
 - ouverture de la déchèterie de l'Ériboire à **Saint-Léger-sous-Cholet** fin 2018 ;
 - construction de la déchèterie de la Charoussière à **La Tessoualle** et de la déchèterie des Humeaux à **Vezins** d'ici 2020 ;
 - construction d'une déchèterie à **Lys-Haut-Layon** et **Yzernay**, ainsi que réhabilitation de l'éco-point de **Saint-Paul-du-Bois** d'ici 2025.
- Les fermetures des éco-points des Cerqueux, Coron, Le May-sur-Èvre, Nueil-sur-Layon, La Plaine-Somloire, La Tessoualle, Trémentines, Vezins et Yzernay, ainsi que des déchèteries de Maulévrier, Tigné et Vihiers interviendront en fonction des ouvertures des nouvelles déchèteries.
- À l'issue de cette réorganisation, **100 % du territoire sera à moins de 10 km d'une déchèterie ou d'un éco-point** (préconisation de l'ADEME).
- Par ailleurs, un nouveau **centre de tri interdépartemental des déchets recyclables** sera construit dans la ZAE de la Croisée à **Loublande - La Tessoualle**.

Prescriptions

- **Mettre en place un zonage adapté**, et si nécessaire des emplacements réservés, **pour l'extension ou la création d'installations de gestion des déchets** (déchèteries, éco-points et sites de stockage et/ou de recyclage des déchets du bâtiment et des travaux publics).
- **Dans le choix des nouveaux sites de gestion des déchets ou l'extension des sites existants, prendre en compte a minima** :
 - les enjeux environnementaux ;
 - les risques naturels et technologiques ;
 - les enjeux agricoles ;
 - les enjeux liés à la santé humaine ;
 - la cohérence territoriale.

4.1.4.2 Le SCOT de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais

Le SCOT de l'Agglomération du Bocage Bressuirais a été approuvé le 3 mars 2017. Il affiche deux axes stratégiques dans son Document d'Orientation et d'Objectifs :

Chapitre 1 : Favoriser les dynamiques du Bocage Bressuirais en tant que territoire entreprenant, pour le développement des initiatives locales et de l'emploi

Chapitre 2 : Offrir à tous les habitants une qualité de vie qui repose sur les atouts du bocage, l'offre de logements et de services pour un territoire solidaire où l'on vit bien

Le Document d'Orientation et d'Objectifs affiche la nécessité pour tout projet d'aménagement à vocation d'activités économiques, commercial, d'habitat de mettre en œuvre les dispositions visant à gérer les déchets dans des conditions optimales tant sur le plan de leur stockage que du point de vue de leur limitation ou de leur valorisation.

4.2 ECONOMISER LES RESSOURCES EN AMÉLIORANT LES PERFORMANCES DE RECYCLAGE

Les enjeux d'organisation des flux de déchets collectés sont essentiels pour permettre de capter le plus de matière recyclable possible. Le schéma ci-dessous présente l'ensemble des flux composant les déchets ménagers et assimilés avec leurs exutoires respectifs. Cette organisation dépend beaucoup de facteurs (tri à la source par les ménages, qualité du système de collecte, consigne de tri du territoire, etc...). Ainsi, la capacité de l'infrastructure permettant le tri des déchets recyclables est un maillon fondamental de cette organisation.

Cette future infrastructure est indispensable pour atteindre des performances de tri suffisantes, et permettra de réduire les refus de tri de manière significative, comme l'indique le bilan matière ci-après.

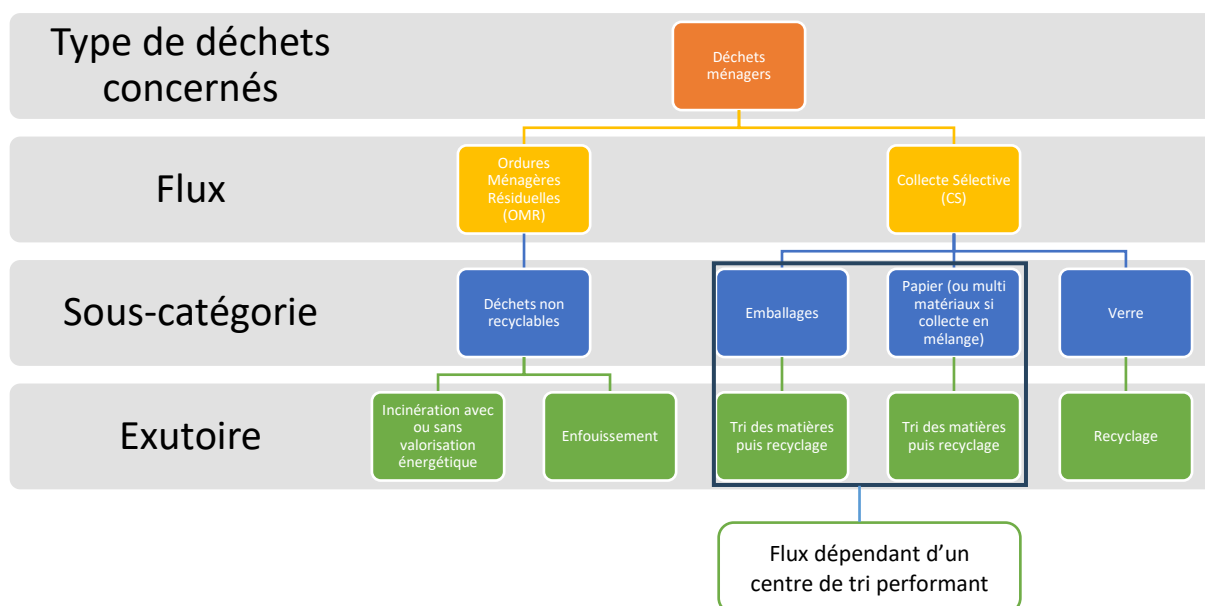
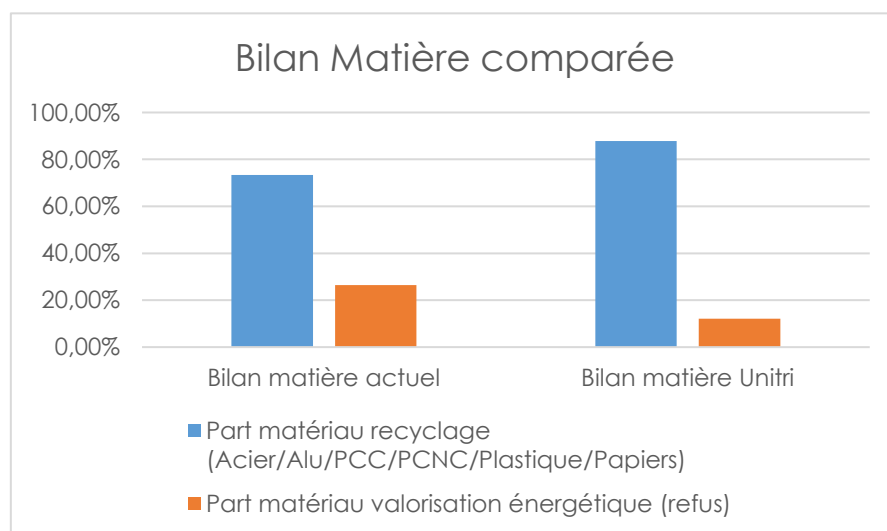


Figure 21 : Organisation générale des flux de déchets ménagers

Le nouveau centre de tri d'UniTri doit permettre d'augmenter les performances de tri de tous les matériaux et baisser ainsi le taux des refus en sortie. Le taux de recyclage (tous matériaux confondus) doit passer de 73,4% actuellement à **87,9%** grâce au nouveau process et les refus de tri de 26,4% à **12,1%**. Ainsi, à tonnage égal, le nouveau centre de tri de la SPL doit permettre de recycler près de **7 000 tonnes par an** supplémentaires pour l'ensemble des 13 collectivités soit près de **56 000 tonnes sur la durée du marché de 8 années**.



PCC : Papiers Cartons Complexés (briques)

PCNC : Papiers Cartons Non Complexés (cartons)

Figure 22 : Graphique de comparaison des bilans « matière »

De ce point de vue, l'emplacement du futur centre de tri doit trouver sa place au « barycentre » des collectivités concernées. Ses capacités permettront de traiter l'ensemble du gisement du territoire (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui).

En effet, il est important de noter que les centres de tri de Nantes, de Poitiers, de La Rochelle et de Rennes sont des centres de tri qui ne disposent que de peu de capacités résiduelles pour permettre de trier des gisements complémentaires issus des collectivités de la SPL UniTri.

4.3 RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE CARBONE

La nouvelle installation permettra le tri de 48 000 tonnes par an de déchets recyclables sur le bassin de la SPL UniTri.

Actuellement, cette prestation est réalisée sur 7 et bientôt 8 centres de tri différents et parfois très éloignés des secteurs de collecte (exemple pour Ploufragan dans les Côtes d'Armor ou le Rheu en Ile et Vilaine). Les flux actuels de transport des déchets recyclables figurent sur la carte ci-dessous). En ce sens, il est urgent pour la SPL UniTri de faire émerger ce projet au plus vite..

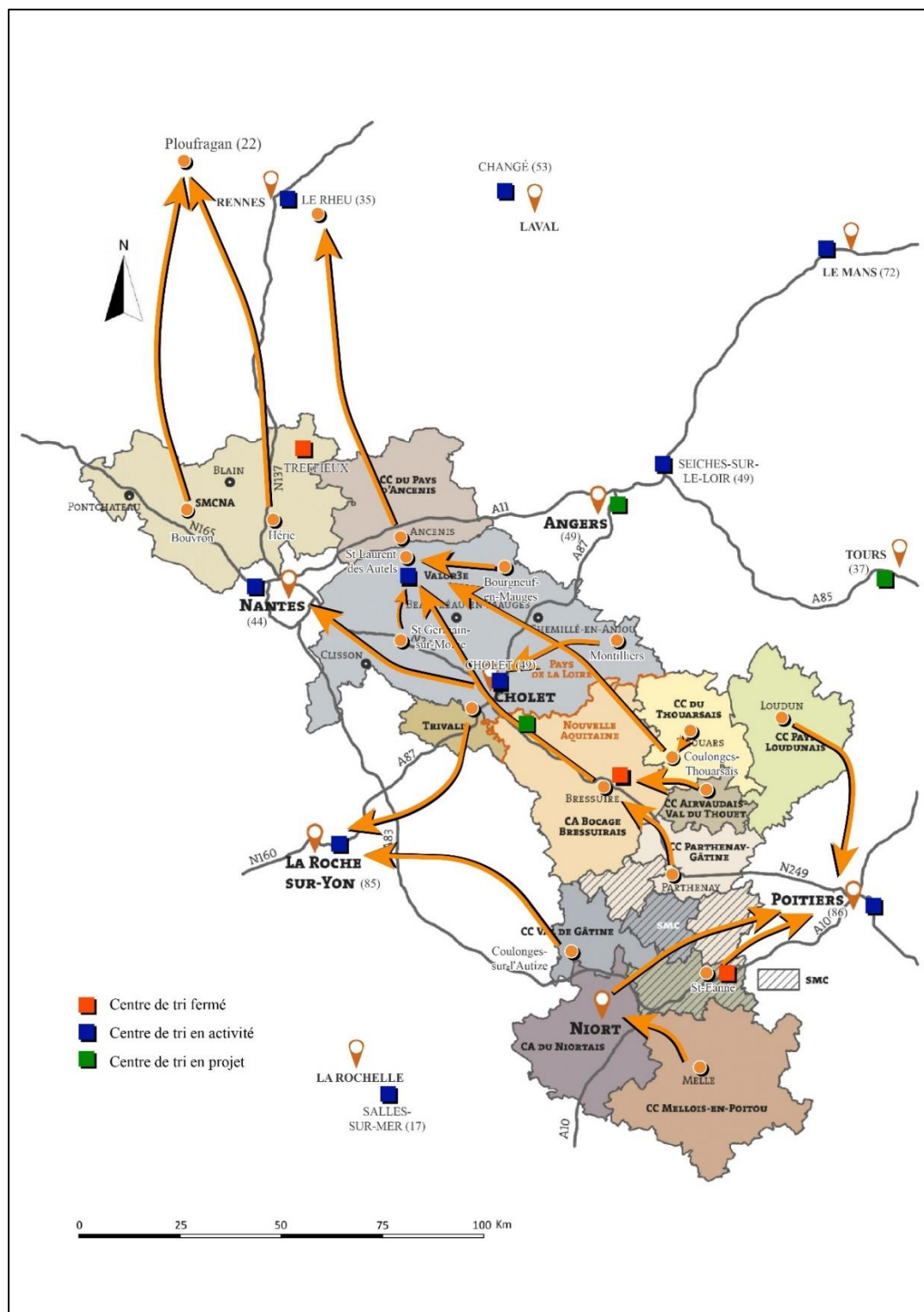


Figure 23 : Gestion territoriale actuelle des déchets recyclables

Avec le projet UniTri, le transport des déchets recyclables se fera au départ des quais de transfert de chaque territoire de collecte dont le positionnement a été étudié afin d'être optimisé (cf. cartographie ci-après). La SPL lancera un marché global de transport et imposera à son prestataire une flotte de véhicules en Fond Mouvant Alternatif (FMA) grand volume à carburant Gaz GNV. Les collectivités travaillent d'ailleurs, d'ores et déjà, à un maillage du territoire avec des stations d'avitaillement en Gaz GNV pour faciliter la réalisation de ces prestations de transport.

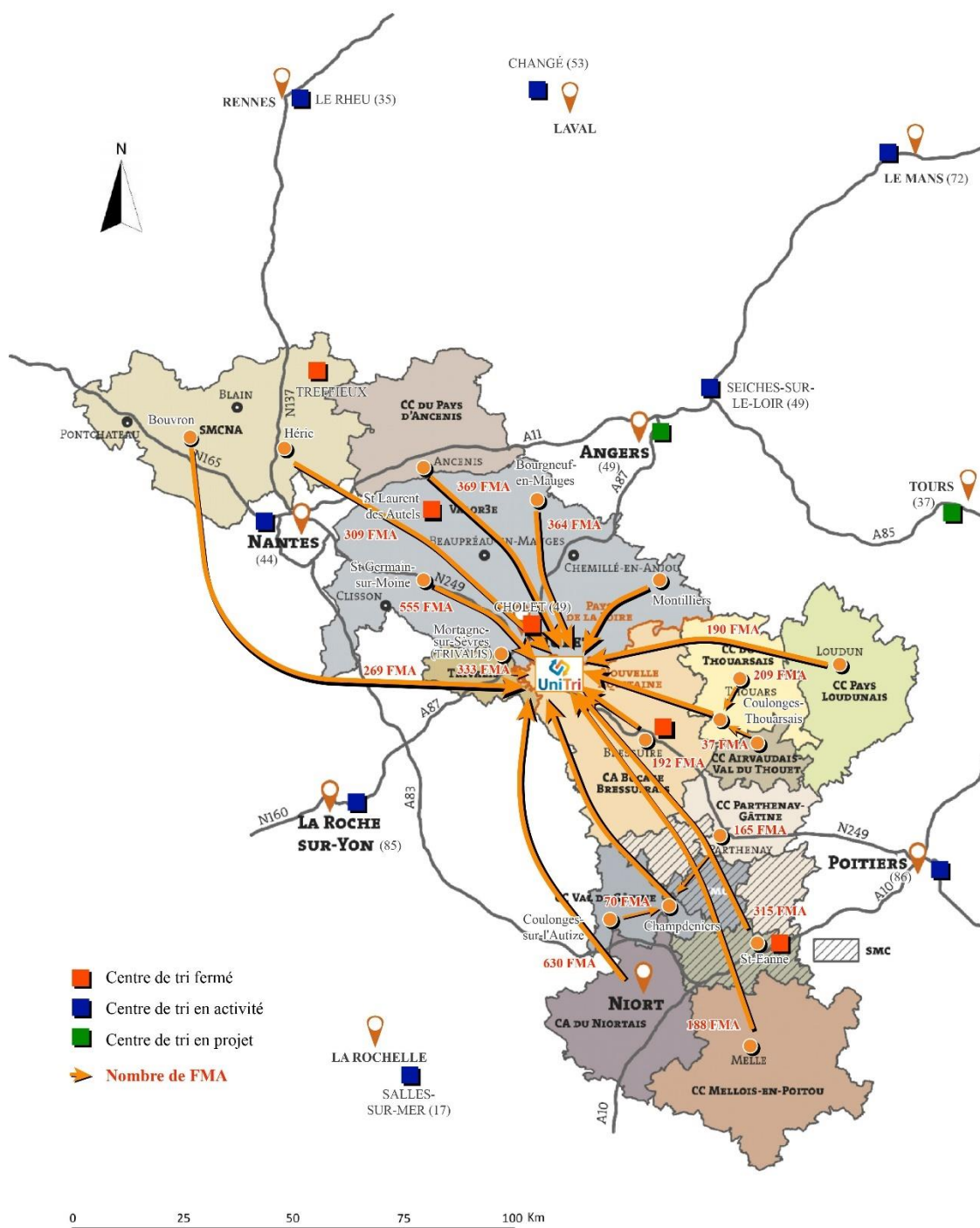


Figure 24 : Gestion territoriale future des déchets recyclables

Collectivité	QdT actuels	Exutoires actuels	QdT futurs	Exutoire futur	km parcourus actuels	km parcourus futurs	Bilan carbone actuel (TeqCO2) - diesel	Bilan carbone futur (TeqCO2) - diesel	Bilan carbone futur (TeqCO2) - GNV
CA 2B	St Porchaire (Bressuire)	Cholet (49)	St Porchaire	UniTri	38 211	14 122	35	13	9
	Cholet	Couëron (44)	St Porchaire	UniTri	20 105	0	19	0	0
CC Airvaudais Val du Thouet	avec CA 2B - St Porchaire	St-Laurent-des-Autels (49)	Coulonges-Thouarsais	UniTri	6 349	3 774	6	3	2
CC de Parthenay Gâtine	avec CA 2B - St Porchaire	Cholet (49)	Champdeniers	UniTri	15 042	25 754	14	24	16
	Cholet	Couëron (44)	Champdeniers	UniTri	7 915	0	7	0	0
CC du Thouarsais	avec CA 2B - St Porchaire	St-Laurent-des-Autels (49)	Coulonges-Thouarsais	UniTri	35 807	21 284	33	20	14
CC Val de Gâtine	Coulonges sur l'Autise	VendéeTri (85)	Champdeniers	UniTri	10 948	10 906	10	10	7
SMC	St Eanne	Poitiers (86)	St Eanne	UniTri	36 871	62 102	34	57	40
CC Mellois en Poitou	avec CA du Niortais - SUEZ Niort	Poitiers (86)	Melle	UniTri	34 261	44 704	32	41	28
Ca du Niortais	Vallon d'Arty	Poitiers (86)	Niort	UniTri	114 839	112 824	106	104	72
	Saint-Germain-sur-Moine	St-Laurent-des-Autels (49)	Saint-Germain-sur-Moine	UniTri	36 390	29 757	34	27	19
Valor3e	Bourgneuf-en-Mauges	St-Laurent-des-Autels (49)	Bourgneuf	UniTri	18 928	35 454	17	33	23
	Montilliers	Cholet (49)	Vidage en direct	UniTri	9 999	0	9	0	0
	Cholet	Couëron (44)	Vidage en direct	UniTri	4 946	0	5	0	0
SMCNA	Héric	Ploufragan (22)	Héric	UniTri	115 566	52 715	107	49	34
	Bouvron	Ploufragan (22)	Bouvron	UniTri	98 992	53 800	91	50	34
COMPA	Ancenis	Le Rheu (35)	Ancenis	UniTri	83 432	43 931	77	41	28
CC du Pays Loudunais	Loudun-Messemé	Poitiers (86)	Loudun	UniTri	23 329	34 481	22	32	22
Trivalis	Les Herbiers	VendéeTri (85)	La Boissière de Montaigu	UniTri	36 759	24 533	34	23	16
TOTAL					748 689	570 142	692	527	363
CA 2B		Cholet puis Couëron		UniTri					
		Brangeon (Cholet)		UniTri					
Valor3e	Apports directs	Couëron (44)		UniTri					
		St-Laurent-des-Autels (49)	SGM	UniTri					
Trivalis		VendéeTri (85)		UniTri					
TOTAL					748 689	570 142	692	527	363

Tableau 1 : Trajets à parcourir pour chaque collectivité

Le tableau ci-dessus récapitule l'ensemble des trajets à parcourir pour chaque collectivité depuis un quai de transfert ou en vidage direct vers les centres de tri actuels et vers le futur centre de tri de la SPL UniTri. Les quantités de déchets recyclables pris en compte sont celles estimées à l'horizon 2023.

Les déchets qui seront pris en charge sur le futur centre de tri arriveront principalement des axes Nord et Sud du territoire. La RN 249 dans le sens Cholet-Bressuire sera donc l'axe le plus sollicité. La circulation de 40 camions supplémentaires par jour sur cet axe augmentera très légèrement le trafic.

En effet, d'après les données de comptage de la direction centre ouest, le trafic moyen journalier est estimé à 2 870 véhicules de types poids lourds en 2019 (Cf. Figure 23 ci-après) dont une partie des poids lourds circulant sur cet axe sont des Benne Ordures Ménagères (BOM) et/ou des Fonds Mouvants Articulés (FMA) qui rejoignent le centre de tri actuel de Cholet.

Avec la prévision de 40 camions supplémentaires en moyenne par jour, le trafic de poids lourds sur la RN 249 augmentera de 1,37 % sur l'axe Cholet-Bressuire.

578 camions passeront chaque année (soit moins de 2 véhicules par jour) le pont de Bellevue. Ce flux apparaît très anecdotique en comparaison des 82287 véhicules/jours en 2016. A ce jour, suite à l'externalisation d'une partie des tonnages vers le centre de tri Arc-en-Ciel 2034, il y a d'ores et déjà un passage sur le pont de Bellevue à raison d'1 FMA/jour.

De même, les 369 FMA qui traverseront chaque année le pont d'Ancenis (1 véhicule/jour) seront sans incidence sur la saturation de cet axe qui compte actuellement approximativement 14000 véhicules/jours.

A l'échelle du territoire d'influence du centre de tri, le trafic va diminuer avec notamment la suppression des anciens centres de tri et la création de centres de transfert qui vont réduire le flux de BOM sur les routes. Ce flux sera remplacé en partie, à hauteur d'un FMA pour trois BOM.



Le regroupement des 13 collectivités autour d'un projet unique de centre de tri à Loublande-la Tessoualle doit ainsi permettre à la SPL UniTri de réduire considérablement la distance à parcourir pour le transport des déchets recyclables. En effet, à l'avenir, ce seront environ 570 142 km à parcourir à l'année, soit près de **180 000 km en moins** par rapport à la situation existante. Cela aura pour conséquence **d'éviter le rejet de 165 tonnes équivalent CO₂** par an. De plus, la SPL prévoit de s'équiper avec une flotte à carburant GNV dans son futur marché de transport. Dans ce cas, le bilan carbone sera d'autant plus réduit car les émissions de CO₂ seront divisées par deux par rapport à la situation actuelle, soit **330 tonnes équivalent CO₂ en moins par an**.

Ce projet de centre de tri constitue ainsi l'une des réponses territorialisées permettant de lutter avec efficacité contre le dérèglement climatique.

4.4 MAITRISER LES COÛTS DU SERVICE PUBLIC ET DE GESTION DES DÉCHETS

La mutualisation entre les 13 collectivités permet de limiter et de mieux amortir le montant des investissements en les concentrant sur le seul et même site et ainsi, au final, de réduire la facture pour tous les usagers. La mutualisation des coûts de transport est par ailleurs retenue pour l'ensemble des collectivités adhérentes quelle que soit leur distance au centre de tri.

Le fonctionnement actuel des opérations de tri des déchets recyclables est complexe à gérer pour certains adhérents de la SPL UniTri et entraîne des pertes matières et financières non négligeables pour les budgets des collectivités.

A ce jour, seulement 2 des 5 centres de tri du territoire de la SPL sont toujours en activité. Les installations étant devenues trop vétustes ou sous-dimensionnées, elles ont peu à peu cessé toute activité. Aujourd'hui les déchets recyclables sont donc soit traités sur des sites extérieurs au territoire de la SPL, exploités par des prestataires privés, soit traités par le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels. Il s'agit dans ce dernier cas, des déchets du groupement de commandes qui relie Valor3e aux collectivités du Nord des Deux-Sèvres (C.C. Parthenay Gâtine, C.C. Airvaudais Val du Thouet, C.C. du Thouarsais et C.A. du Bocage Bressuirais). C'est surtout dans ce secteur que les difficultés se concentrent avec des équipements de tri saturés et inadaptés aux nouvelles consignes de tri sur tous les emballages en plastique.

Ainsi, la part des refus sur le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels avoisine les 35% avec une large perte de matières recyclables au niveau du process de tri inadapté et des conditions de travail des agents tri dégradées. Ce fonctionnement entraîne des pertes de recettes de vente de matériaux conséquentes pour les collectivités et un coût actuel de tri de 248€/T pour les emballages triés sur le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels et de 210€/T pour les multi-matériaux triés pour partie sur le centre de tri Brangeon de Cholet et pour partie sur le centre de tri Véolia de Nantes.

Détails des coûts de traitement pour les collectivités en emballages :

Sur le flux des emballages, le coût actuel pondéré de tri (y compris traitement des refus de tri) est de 244€ HT/tonne alors qu'il sera de 232€ HT/tonne sur le futur centre de tri UniTri.

Il y a donc urgence pour ces collectivités à mettre en service le nouveau centre de tri de la SPL UniTri, qui permettra :

- ✓ D'améliorer la valorisation matière grâce à un process de tri performant et un tri poussé jusqu'à la résine plastique des plastiques et à la sorte bureautique pour les papiers,
- ✓ De réduire les coûts de tri (sans traitement des refus de tri) à 200€/T pour les emballages et 165€/T pour les multi-matériaux.

Collectivités	Coût tri HT	Coût traitement refus HT	TOTAL coût traitement tri + refus HT	T collectés/an	Coût annuel	Coût moyen pondéré	Coût tri futur estimé	Coût traitement refus futur estimé	Coût traitement UniTri
CC Airvaudais Val du Thouet	248,00 €	45,77 €	293,77 €	245	72 104,07 €				
CC Mellois en Poitou			225,00 €	971	218 458,58 €				
Valor3e-CSMA	248,00 €	45,08 €	293,08 €	2 128	623 696,63 €				
Valor3e-CCSL	248,00 €	44,56 €	292,56 €	1 532	448 261,57 €				
Valor3e-MC	248,00 €	40,73 €	288,73 €	4 197	1 211 755,39 €				
SMCNA	163,50 €	37,46 €	200,96 €	4 345	873 179,23 €				
COMPA			198,00 €	2 300	455 354,46 €				
CC du Pays Loudunais			255,00 €	1 075	274 135,20 €				
Trivalis	173,00 €	29,00 €	202,00 €	3 780	763 517,58 €				
CC du Thouarsais	248,00 €	45,57 €	293,57 €	1 630	478 464,41 €				
CC Val de Gâtine	183,86 €	57,45 €	241,31 €	637	153 715,88 €				
TOTAL				22 840	5 572 642,99 €	243,99 €	194,00 €	37,95 €	231,95 €

Tableau 2 : Détails des coûts de traitement pour les collectivités en emballages

Détails des coûts de traitement pour les collectivités en multi matériaux :

Sur le flux des multi-matériaux, le coût actuel pondéré de tri (y compris traitement des refus de tri) est de 211€ HT/tonne alors qu'il sera de 198 HT/tonne sur le futur centre de tri UniTri.

Collectivités	Coût tri HT	Coût traitement refus HT	TOTAL coût traitement tri + refus HT	T collectés/an	Coût annuel	Coût moyen pondéré	Coût tri futur estimé	Coût traitement refus futur estimé	Coût traitement UniTri
CA 2B	207,08 €	23,76 €	230,84 €	5 176	1 194 873,60 €				
CC de Parthenay Gâtine	190,74 €	25,29 €	232,37 €	1 562	362 976,73 €				
SMC			183,96 €	3 105	571 140,61 €				
Ca du Niortais			183,96 €	5 951	1 094 690,77 €				
Valor3e-ADC	207,08 €	23,21 €	230,29 €	6 080	1 400 167,01 €				
TOTAL				21 874	4 623 848,72 €	211,39 €	174,00 €	24,15 €	198,15 €

Tableau 3 : Détails des coûts de traitement pour les collectivités en multi matériaux

Ainsi, le projet de centre de tri UniTri devrait faire économiser **environ 13€HT par tonne** aux collectivités adhérentes et donc aux usagers du service public, soit **une économie de près de 624 000€ par an** et de **4 992 000€ sur la durée du marché de 8 années** auquel il convient d'ajouter les recettes supplémentaires liées à la valorisation des tonnes supplémentaires triées.

Ce projet représente donc un véritable enjeu économique pour les collectivités adhérentes à la SPL et à ses usagers avec une stabilité budgétaire pour les 8 années d'exploitation du marché.

Ainsi, ce nouveau projet de centre de tri contribuera à maîtriser les dépenses publiques des 13 collectivités aux bénéfices des usagers des services publics de collecte et de traitement des déchets.

UniTri est ainsi une réponse concrète et indispensable à la nécessité de mieux maîtriser les budgets publics tout en maintenant un service public de qualité.

4.5 RÉFLÉCHIR PAR ANTICIPATION À LA RECONVERSION DES ANCIENS CENTRES DE TRI DU TERRITOIRE

Une première réflexion a porté sur les possibilités d'optimisation des centres de tri existants à proximité de ce centre de gravité sur la base d'une prospective sur l'évolution du tri. Il existe des leviers d'optimisation importants en termes de collecte et de financement du service public d'élimination des déchets notamment en raison de dispositions très hétérogènes au sein de chaque collectivité.

Les centres de tri existants, qui, pour certains sont fermés (voir ci-dessus) ont été évalués pour permettre cette optimisation

La synthèse des analyses relatives à ces centres de tri est la suivante :

	Bressuire (79)	Ste Eanne (79)	Saint Laurent des Autels (49)	Cholet (49)
MOA	CA2B	SMC79	VALOR3E	BRAIGEOII Environnement
Exploitant	Ateliers du Bocage	SMC 79	BRAIGEOII Environnement + AGIREC	BRAIGEOII Environnement
Echéance contrat exploitation	12/2017	Sans objet	Fin 2018	Sans objet
Capacité du site (T/an)	15 000			
Tonnage 2016 (T/an)	5 760 T (MM + DEM)	1 878 T (DEM)	7 160 T (DEM)	6 600 T (MM + JRM)
Tonnage 2017 (T/an)	5 800 T (MM + DEM)	1 900 T (DEM)	7 200 T (DEM)	4 800 T (MM)
Nb de poste / sem	5	10	5	4
Date dernière modernisation notable	2002	2003	2016	2000
Niveau automatiser	Ilul	Ilul	Moyen (2 SOP)	Ilul
Tri ECT	Ilon	Ilon	Oui PE/PP/PS risque sur films	Ilon
Coût de tri (€ HT/t) yc refus	200 €	440 €	237 €	176 €
Etat général du process	Très vétuste Problèmes de sécurité	Très vétuste Problèmes de sécurité	Très satisfaisant Récent	Très vétuste Problèmes de sécurité
Surface bâtiment	2249 m ² + 550 m ²	1175m ² + 200m ²	1253 m ² + 223 m ²	1194 m ²
Extension possible	Difficile du fait de l'implantation Nécessiterait suppression déchetterie	Difficile du fait de l'implantation et coactivité transfert Architecture complexe	Oui, surface foncière importante sans être à proximité du bâtiment	Difficile, du fait des multiples activités du site
Etat du bâtiment	Vétuste	Très satisfaisant	Correct	Satisfaisant
Contraintes ou avantages	Process très vétuste Extension bâtiment difficile (circulabilité, déchetterie) Centré sur territoire	Process très vétuste Extension bâtiment difficile Excentré sur territoire	Process récent Tri DEM Bâtiment contraint et petit: pas d'évolution du process Surface foncière importante Excentré sur territoire	Process très vétuste et en partie à l'extérieur Bloqué au milieu des autres activités du site Pérennité d'une activité du tri dépend du privé et des marchés

Figure 27 : Bilan des hypothèses d'optimisation des centres de tri existants

(Source étude territoriale GIRUS 2017)

Il en ressort les points suivants :

- Les gisements sont traités sur 4 centres de tri répartis sur l'ensemble du territoire, dont 3 sont vétustes avec peu de possibilité d'extension, sauf modification lourde. Seul le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels modernisé en 2013 peut être maintenu, mais il ne traite que des emballages et n'est pas adapté au tri plastiques après Extension des Consignes de Tri (surface de stockage et gestion des films) et des flux en mélange avec les journaux magazines type « multi-matériaux ». Les capacités de ce centre de tri sont, au final, largement atteintes, pour des coûts élevés et des performances non acceptables pour les collectivités
- Les centres de tri emploient un effectif total de 60 personnes, avec tous les types de contrats : CDI, CDD, insertion, titulaire et contractuel de la fonction publique. La moyenne d'âge (45 ans) et l'ancienneté (12 ans) des effectifs sont importantes au regard de la pénibilité des conditions de travail sur la plupart des sites, du fait de la faible mécanisation des process.
- Les coûts de collecte sur le territoire sont très disparates, même si les moyennes des coûts sont inférieures aux moyennes nationales.
- Les coûts de tri pratiqués sur les 4 centres de tri du territoire, concernés par l'étude territoriale (pour le tri des emballages et des multi-matériaux) sont globalement élevés (entre 176 et 440 €/t).

Les sites en capacité à accueillir les tonnages du territoire d'étude étaient (au moment de la réalisation de l'étude) :

- TRIVALIS, pour 4 000T de DEM (aujourd'hui saturé);
- Angers Loire Métropole, dont la capacité résiduelle n'est pas encore connue et sera importante (entre 8 et 24 000 T/an) ;
- POITIERS (SITA), qui devrait accueillir toutes les tonnes de la Vienne qui ne seront pas traitées sur le site de Sillars modernisé. La capacité résiduelle n'est pas connue.
- CALITOM (Mornac-Charente), dont la capacité technique résiduelle est de 9 000 T/an, pour une capacité administrative résiduelle de 2 000T/an.

Dans une logique de maîtrise des déplacements de déchets en premier lieu (indicateur déterminant dans le coût de gestion du tri), il a été retenu la création d'un centre de tri situé au barycentre des gisements avec fermeture ou reconversion des 5 centres de tri existants sur le territoire.

A noter que pour chaque installation de tri déjà arrêtée, les exploitants ont proposé localement des postes en reconversion aux agents directement impactés par la fermeture des sites.

Le centre de tri de Saint Eanne (SMC - 79)

Le centre de tri du SMC à Saint Eanne (79) a fermé ses portes **le 1^{er} avril 2018**. Le site était devenu sous équipé et nécessitait des aménagements conséquents pour assurer un tri des déchets de qualité et qui ne fonctionne pas à perte.

- Le reclassement des agents

Les agents ont été reclassés dans d'autres services du syndicat.

- **La reconversion immédiate des bâtiments**

Depuis la fermeture du centre de tri, le site assure le tri secondaire des caissons de tout venant des déchetteries non équipées de bennes « éco-mobilier ».

- **Les projets de reconversion**

Il n'y a aucune étude externe de reconversion prévue pour le moment mais une analyse et une mise en œuvre réalisées en interne du syndicat.

Le centre de tri de Bressuire (Agglo2B - 79)

Le centre de tri des déchets recyclables de Bressuire a cessé définitivement son activité **le 31 mars 2019**. Le site est devenu vétuste et sous équipé, suite au passage en extension des consignes de tri sur le territoire. En effet, la modernisation du process impliquait de larges investissements pour **les 6000 à 8000 tonnes de déchets** à trier annuellement.

- **Le reclassement des agents**

Les salariés des Ateliers du Bocage et de la CA du Bocage Bressuirais ont été accompagnés vers une reconversion professionnelle au sein de chaque structure ou sur des entreprises privées extérieures

- **La reconversion immédiate des bâtiments**

Les déchets recyclables du territoire sont à présent envoyés sur le centre de tri de Cholet. Le site est donc utilisé comme site de transfert. Cela implique :

- Stockage et chargement des déchets issus des collectes sélectives (multi-matériaux et emballages) en fond mouvant alternatif pour transport jusqu'aux centres de tri ;
- Prélèvement et conditionnement des échantillons pour caractérisation des flux de déchets et acheminement vers les centres de tri pour analyse ;
- Pressage des matériaux issus des déchetteries (cartons, plastiques rigides) ;
- Chargement des verres et des papiers non triés vers les usines de recyclage.

- **Les projets de reconversion**

- ☒ **Etude pour l'implantation d'une recyclerie et/ou d'une matériauthèque**

La CA du Bocage Bressuirais a lancé une étude en janvier 2021 sur l'opportunité de créer une recyclerie et/ou une matériauthèque sur le territoire de la CA du Bocage Bressuirais.

- ☒ **Réorganisation du pôle environnement de la CA du Bocage Bressuirais**

Une étude d'opportunités sera également menée en 2021 pour une potentielle réorganisation des locaux de l'ancien centre de tri avec l'éventualité de créer un pôle technique de la CA du Bocage Bressuirais en regroupant plusieurs directions techniques sur un seul et même site.

Le centre de tri de Treffieux (SMCNA - 44)

La date de fermeture officielle du centre de tri de Treffieux est **le 1^{er} mai 2020**. Le passage aux extensions des consignes de tri étant prévue début 2021 sur le territoire, le Syndicat Mixte Centre Nord Atlantique (SMCNA) a choisi d'anticiper sa fermeture. Le site fonctionnant presque exclusivement en tri manuel, les conditions d'exploitation se dégradaient de plus en plus.

- Le reclassement des agents

Les agents ont été reclassés, pour ceux restant en activité au sein de groupe exploitant le site.

- La reconversion immédiate des bâtiments

De mai à décembre 2020, le site était utilisé comme **site de transfert** des déchets recyclables, toujours exploité par COVED en attendant la construction des futurs quais de transfert de la collectivité.

COVED assure également l'exploitation du centre d'enfouissement, situé à proximité.

- Les projets de reconversion

La collectivité ne prévoit pas de lancer une étude de reconversion car elle a différents projets :

- Matériaux
- Atelier bois
- D'autres activités connexes en phase de réflexion

Le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels (Valor3e - 49)

Le centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels **cessera son activité** lors de la mise en service d'UniTri prévue **en 2023**.

- Les projets de reconversion

Depuis début 2020, le bureau d'études Trident Service travaille sur la reconversion du centre de tri de Saint-Laurent-des-Autels. Il a étudié différents scénarios tels que :

- une activité de sur-tri,
- une activité de préparation et démantèlement,
- une activité de mise en balles,
- une plateforme de centralisation et mutualisation,
- un foncier d'entreprises.

Les éléments de sélection concernent principalement **la reprise des emplois** de la société d'insertion AGIREC (30 opérateurs), **la reconversion du process et du bâtiment et la fiabilité du modèle économique**.

Le centre de tri de Cholet (49)

Le centre de tri du groupe Brangeon cessera son activité lors de la mise en service de l'installation d'UniTri, **en 2023**.

- Les projets de reconversion

Le centre de tri est intégré dans le complexe industriel de recyclage de 25 hectares de l'entreprise Brangeon qui reconvertira le bâtiment avec de **nouvelles activités de recyclage des déchets**.

Les agents de tri du site de Cholet sont salariés de l'association Fil d'Ariane, pourront être transférés sur le centre de tri UniTri car Brangeon Environnement, à travers la société TRINOVIA, sera le futur exploitant.

Le centre de tri mobilisera en moyenne 34 personnes en simultanée, soit une soixantaine d'emplois au global comme l'indique l'organigramme en page suivante :

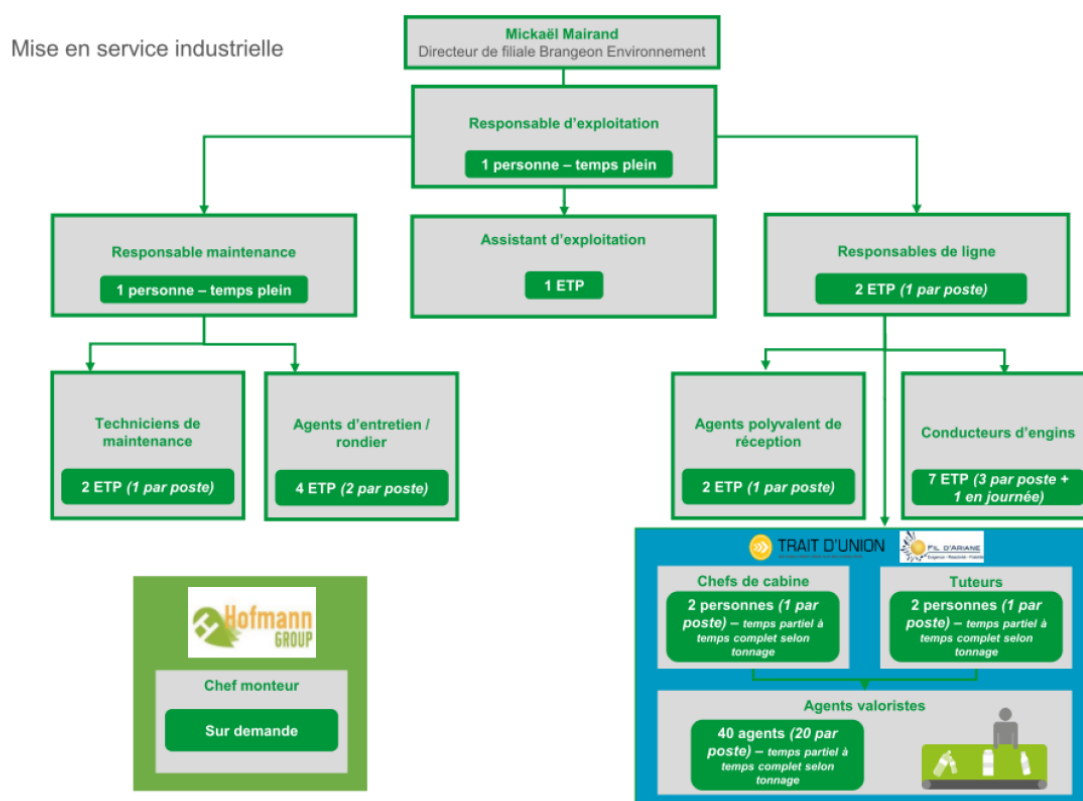


Figure 28 : Organigramme des emplois prévus sur le site

5. CONCLUSION SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET

Le projet de centre de tri est motivé par les raisons impératives d'intérêt public majeur suivantes :

- Le projet de centre de tri des déchets recyclables situé sur les communes de la Tessoualle en Maine-et-Loire et de Loublande, commune associée de Mauléon en Deux-Sèvres répond à la nécessité de traiter et de recycler davantage de déchets ménagers en vue de limiter drastiquement le recours à l'élimination : **dans ce sens il met en œuvre les orientations de la loi sur la transition énergétique.**
- Il résulte d'un portage par 13 collectivités situées dans cinq départements et deux régions distincts et traduit un **consensus politique fort** en vue de l'amélioration de la collecte et du traitement des déchets.
- Il répond à **l'urgence d'améliorer le tri** des déchets au regard d'installations vétustes qui ne sont plus utilisées sur le bassin de tri. Il doit se **situer au barycentre géographique et économique** du bassin de population desservi pour permettre une optimisation maximale des coûts pour les usagers.
- La **mutualisation à l'échelle des 13 collectivités** adhérentes de la SPL UniTri vise cet objectif tout en portant un projet performant et innovant en termes de process :
 - Un tri à la résine des plastiques qui permettra de valoriser 8 flux différents (contre 4 flux habituellement) ;
 - Un surtri de la sorte bureautique sur le flux papiers.
- Une **soixantaine d'emplois** sera nécessaire pour le faire fonctionner.
- **L'ouverture au public du site** est prévue : elle est destinée à assurer la sensibilisation au tri des déchets des populations en cohérence avec les dispositions de la loi de transition énergétique. La sensibilisation sera élargie aux enjeux de la transition écologique en lien avec les potentialités du site.
- La **séquence « Eviter-Réduire-Compenser » (ERC) a été menée** pour limiter au strict minimum les impacts sur les zones humides et le bocage et compenser ces impacts, leur mise en œuvre est transposée en prescription dans une OAP dédiée.
La démarche ERC du projet a été complétée à l'échelle des documents d'urbanisme pour aboutir aux mesures de protection complémentaires suivantes en complément de celles figurant dans l'OAP. La Notice n°3 détaille ces dispositions.